



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2023-4-1/2023-4-15]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Samedi 1^{er} avril.

Nord-Kivu : au moins 40 combattants se rendent à Lubero dans le cadre du PDDRC-S. Ces combattants favorables au processus de paix se sont rendus avec leurs effets militaires : munitions, grenades et autres. Ils déclarent vouloir reconstruire la paix dans le cadre du PDDRC-S.

La fonction du ministre « ne devrait pas constituer un privilège mais une lourde responsabilité » (Félix Tshisekedi). La communication du Président de la République a porté sur les grandes missions et ses attentes pour ce gouvernement remanié. Il a centré son message autour de l'observance des principes régissant le fonctionnement du gouvernement comme gage de la rationalisation de l'action gouvernementale. Le Chef de l'Etat a insisté sur l'observance stricte des quatre principes directeurs de l'action de chaque membre du gouvernement, à savoir : la solidarité gouvernementale, le secret de délibération, la subordination hiérarchique, la collégialité. Le Président de la République a chargé le gouvernement à œuvrer pour rendre la stabilité du cadre macroéconomique, plus solide visant prioritairement la préservation du pouvoir d'achat par la valorisation du franc congolais.

Insécurité au Kwilu : l'assemblée provinciale propose des patrouilles mixtes FARDC-PNC. Selon le premier vice-président, dans la province du Kwilu, « nous ouvrons la 9^e session ordinaire à l'assemblée provinciale du Kwilu dans un contexte malencontreux : la récurrence du conflit Teke et Yaka. Cette histoire, qui nous a fait perdre plusieurs têtes en 2022, reprend le chemin épineux. Le 15 mars 2023, tout a repris à Kinsele au Mai-Ndombe et l'histoire s'enchaîne dans Wamba, un secteur de Bagata, dans la province du Kwilu ». Lors des dernières attaques dans le territoire de Bagata, plus de dix-huit personnes ont été tuées par des bandits armés.

Ituri : 12 morts lors d'une attaque de la milice Codeco au site minier de Wala et cinq autres villages proches dans la chefferie de Mambisa dans le territoire de Djugu (Ituri). Ces miliciens ont également pillé plusieurs biens et incendié des maisons, entraînant le déplacement de la population au chef-lieu de cette entité.

Enrôlement des électeurs à Goma : engouement de requérants au dernier jour. Ils sont nombreux à plaider auprès de la Commission électorale nationale indépendante, en faveur à une deuxième prolongation à l'image des autres provinces pour permettre à tout le monde d'obtenir sa carte d'électeur. Le rapporteur de la Ceni déclare travailler pour voir comment absorber tout le monde. Il parle des résultats satisfaisants jusqu'ici : plus de 70% de la population déjà enrôlées au Nord-Kivu, sans les territoires de Masisi et Rutshuru.

Kinshasa : ouverture du forum sur l'entrepreneuriat féminin « Level Up Makutano » le 31 mars. Ce forum sur l'entrepreneuriat féminin réunit plus d'une centaine des femmes entrepreneures de la RDC, du Sénégal, du Togo et de la Côte d'Ivoire. Cette édition est placée sous le thème : « Ensemble cassons les codes ! ». Ce samedi 1^{er} avril, le clou sera planté avec le panel qu'animerait le Premier ministre Jean Michel Sama Lukonde.

Lisala : pénurie d'eau potable depuis 6 jours. Faute de carburant en effet, la Regideso ne peut plus alimenter son réseau de distribution d'eau. D'après le chef d'antenne de la Regideso, l'argent qu'il percevait avant leur permettait d'acquérir du carburant susceptible de couvrir le besoin et tourner normalement. Aujourd'hui, le carburant qu'il reçoit des autorités provinciales ne tient pas le coup.

Inauguration de nouveaux locaux de l'Ambassade de la RDC à Pretoria. L'acquisition de ce nouveau bâtiment est saluée par les Congolais, qui pensent qu'il ressemble à l'image et à la grandeur de leur pays et permettra aux agents de l'Ambassade de travailler dans les meilleures conditions.

Plus d'une semaine après la fusillade de Lubumbashi, toujours pas de communication officielle. Le bilan officiel n'est pas toujours pas connu ; les militaires impliqués ne sont toujours pas identifiés. La société civile et des acteurs politiques dénoncent cette situation et en appellent à la justice pour que les coupables soient retrouvés et qu'ils répondent de leurs actes qui ont coûté la vie à au moins 20 personnes. **Le ministre provincial de l'Intérieur attendu à l'assemblée provinciale.** Quelques députés provinciaux du Haut-Katanga ont demandé le 31 mars à Lubumbashi l'interpellation du ministre provincial de l'intérieur. Ce dernier devrait s'expliquer au sujet du meurtre des jeunes de l'Union nationale des fédéralistes du Congo (UNAFEC), le 25 mars.

Clôture mois de la femme : l'ONG Initiative plus assiste les veuves militaires et détenues de la prison centrale de Kindu. Les bénéficiaires ont reçu des pagens et une enveloppe contenant une somme d'argent dont le montant n'a pas été révélé à la presse. Pour le coordonnateur de IPOLK, ce geste de l'ex-première dame Olive Lembe est une façon de consoler ces femmes blessées par la perte des êtres chers.

Genève : Bintou Keita et Volker Türk alertent sur la détérioration de la situation sécuritaire dans l'Est de la RDC, le 30 mars à Genève, lors de la 52^{ème} session du Conseil des droits de l'homme. Pour la cheffe de la Monusco, la situation des droits de l'homme et de la sécurité s'est détériorée dans l'Est du pays, en particulier dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri, et elle déplore l'activisme des groupes armés tels que le M23, les ADF, la CODECO, et divers groupes Maï-Maï et des factions Nyatura, qui continuent à perpétrer des attaques violentes contre des civils et des villages. Cette situation a été corroborée par les statistiques fournies par le Haut-Commissaire des droits de l'homme. **Processus électoral.** Bintou Keita et Volker Türk ont dénoncé par ailleurs les intimidations, l'empêchement d'enrôlement des civils sur la base de leur identité, la montée des messages xénophobes ainsi que la persistance des restrictions des libertés publiques et de l'espace civique de la population congolaise qui constituent un danger pour la cohésion nationale, la paix et la sécurité.

Goma : 2 autres jeunes tués par des bandits armés, dans les environs de l'aéroport international de Goma. Les deux jeunes sont un revendeur des crédits téléphoniques et un taximan motard. Ces nouveaux cas portent à huit le nombre des personnes tuées et sept autres blessées en l'espace de deux semaines à Goma et environs.

Ituri : retour progressif des déplacés à la suite des opérations militaires Fardc-UPDF à Irumu. La majorité des habitants des chefferies de Bahema Boga, Mitego et Banyari Tchabi, qui avaient fui les exactions des rebelles des ADF, regagnent progressivement depuis deux mois, leurs villages situés au sud d'Irumu. Presque tous les sites des déplacés dans la région sont vidés de leurs occupants, qui ont repris la vie normale. L'évêque du diocèse Anglicane de Boga, déclare qu'une stabilité s'observe depuis environ deux mois dans la région.

Général Jeff Nyagah : « Le déploiement des troupes ougandaises à Bunagana se fera progressivement ». Il confirme que ce déploiement qui a commencé le 30 mars, sera progressif car, la sortie des rebelles du M23, avant cette entrée des troupes ougandaises, n'a pas été faite comme attendu. Au moins deux mille militaires devraient constituer ce contingent ougandais. Il appelle la population en déplacement à faire confiance à la force régionale et de retourner dans les villages, où l'EAC- Force régionale a déjà déployé ses unités.

Sud-Kivu : suspension de trafic sur l'axe routier Uvira-Bukavu. A la base de cette situation, les eaux des pluies diluviennes ayant emporté une batterie de dalots, des ouvrages de passe d'eau sous route, qui étaient installés au niveau du ravin de Kakenge, au Nord de la cité de Sange. Si rien n'est fait dans l'urgence, les fortes précipitations qui s'annoncent au mois d'avril risquent dangereusement de faire disparaître la route asphaltée qui relie le territoire d'Uvira à Kamanyola, au nord dans le territoire de Walungu. Les eaux de pluie ont endommagé un pont de déviation jeté sur la rivière Sange.

Développement de 145 territoires : 58 infrastructures attendues au Tanganyika. Le coordonnateur du Programme de développement de 145 territoires au Tanganyika, a indiqué que l'entreprise SAFRICAS a gagné le marché d'y construire 58 infrastructures. Ces travaux, prévus pour 6 mois, vont commencer dans les 6 territoires du Tanganyika à savoir : Kalemie, Kongolo, Manono, Nyunzu, Kabalo et Moba. Chaque territoire du Tanganyika va bénéficier de l'enveloppe de 10 millions USD pour la construction des infrastructures.

Le PPRD qualifie le processus électoral en cours de « vicieux ». « Le Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie déplore la dégradation dans des proportions inquiétantes de la situation sécuritaire, sociale et de la situation politique caractérisée par un processus électoral totalement vicieux de nature à conduire le pays vers une situation de chaos généralisé ». Le parti de Joseph Kabila affirme militer pour des élections libres, transparentes, crédibles et inclusives comme stipule la constitution du pays.

Kwilu : l'assemblée provinciale sollicite l'asphaltage de l'axe Bandundu-Mongata, de la RN17. Son vice-président, a également plaidé pour l'accélération des travaux de construction du barrage hydro-électrique de Kakobola pour l'électrification de la ville de Kikwit, les cités d'Idiofa et Gungu et a demandé au chef de l'Etat «la délocalisation de l'aéroport national de Bandundu, aujourd'hui en pleine ville, et la construction d'un nouvel aéroport dans la périphérie et la réhabilitation de la voirie du chef-lieu de la province ».

Dimanche 2 avril.

Ituri : le sénateur Tibasima appelle les groupes armés à faire la paix. « Les groupes armés doivent cesser de tuer des civils innocents mais plutôt de saisir l'occasion leur offerte par le président de la République pour construire la paix en Ituri ». Il a exhorté toutes les couches de la population en Ituri à soutenir les actions du chef de l'Etat pour la pacification de l'Est de la RDC.

Enrôlement des électeurs : 2^{ème} prorogation de 10 jours dans l'aire opérationnelle 3. Dans un communiqué la centrale électorale a attribué cette prolongation aux afflux de requérants devant les centres d'inscriptions, à la veille de clôture de ces opérations (le 1er avril). Cette prolongation concerne les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, du Bas-Uele, du Haut- Uele, de l'Ituri, du Maniema, de la Tshopo ainsi que deux pays : Canada et les USA.

A cet effet, la Centrale électorale a averti qu'il n'y aura pas une troisième prorogation. Cependant, certains observateurs estiment que le délai de 10 jours (du 2 au 11 avril) est très court pour enrôler des milliers de requérants au Nord-Kivu notamment, à cause de l'occupation, par les rebelles du M23 de certaines entités.

Kindu : un conflit de leadership au CRD Camema paralyse les activités de distribution des médicaments. «Il y a un camp qui veut que nous puissions continuer à faire ce qui nous a été mandaté par le gouvernement, mais l'autre camp ne veut pas que nous puissions travailler de cette façon-là. C'est ainsi que pour la première fois le gouvernement nous a interpellé pour que nous puissions nous réunir, On s'était déjà réuni mais curieusement à partir du 31 mars, il y a eu une autre assemblée ordinaire organisée par l'autre camp », a déploré le président du conseil d'administration de la Centrale d'achat et de distribution des médicaments. Elle en appelle donc à l'intervention du gouvernement pour mettre fin à la cacophonie qui règne au sein de la Camema.

Bandundu : plus de 50 jeunes filles sensibilisées sur le numérique. Plus de 50 jeunes filles de Bandundu, en majorité des étudiantes ainsi que quelques jeunes hommes, ont pris part à cette conférence-débat sur le thème ; «autonomisation de la jeune fille à l'ère du numérique ». C'était une occasion pour la bourgmestre de la commune de Basoko, de les sensibiliser sur l'importance du numérique chez la jeune fille. Cette activité a permis, selon certaines participantes, « de clôturer en beauté le mois de mars dédiée à la femme ».

Kananga : l'ONG REFEDEF plaide pour la création des centres de formation des femmes au numérique. Dans le cadre de la clôture du mois de la femme. Rachel Kate, journaliste à la Radio Kananga a estimé que l'Etat devra créer des centres de formation des femmes sur le numérique dans les 145 territoires du pays. Elle a suggéré au chef de l'Etat de promulguer la loi, portant le code numérique, votée depuis décembre dernier, au Parlement.

Le REPRODEV interpelle le gouvernement et la communauté internationale sur la détérioration des droits de l'homme. Le coordonnateur national du Réseau de protection et des défenseurs des droits de l'homme, victimes, témoins et professionnels des Médias (REPRODEV), a déclaré « nous avons interpellé le conseil des droits de l'homme sur l'existence d'environ 150 groupes armés qui sont dans les provinces de l'Ituri, du Maniema, du Nord et Sud-Kivu et du Tanganyika, soutenus par certaines Etats de la région grâce à l'appui financier mafieux et étranger. Nous avons interpellé la communauté internationale en particulier les Nations Unies à sanctionner les auteurs des crimes et des violations du droit international en RDC. Et nous avons

interpellé le Conseil sur la nécessité et l'urgence, qu'il puisse traduire en acte les mécanismes, les recommandations du rapport du projet Mapping, en déclenchant bien sûr les mécanismes de justice transitionnelle ». Il a exigé que le gouvernement de la RDC mette les moyens adéquats pour l'élimination des groupes armés et l'amélioration des droits de l'homme.

Nord-Kivu : les rebelles du M23 libèrent certaines zones occupées mais en renforcent d'autres. Les rebelles du M23 ne sont pas visibles ce dimanche matin dans le village de Kishishe et dans l'agglomération de Bambo dans le territoire de Rutshuru, à la chefferie de Bwito. Ils auraient aussi quitté la nuit dernière certaines positions comme Kitobo et Rusinga, autour de la cité de Kitshanga. Cependant, ils sont visibles sur l'axe Kitshanga-Mwesso, voire à Kilolirwe et Mushaki, dans le territoire de Masisi. Ils continuent à maintenir leurs positions sur l'axe Bunagana-Rutshuru-Kiwanja. Leur présence est aussi signalée sur l'axe Kibumba-Kiwanja, dans le territoire de Rutshuru. Entre temps, le déploiement des troupes ougandaises(UPDF) de l'EAC sur l'axe Bunagana-Rutshuru peine à être entièrement exécuté. Ces militaires de l'UPDF se limitent à faire quelques missions de reconnaissance de terrain, mais campent encore à Kisoro, près de la frontière de Bunagana, coté ougandais, selon plusieurs sources. Dans le territoire de Masisi, malgré la présence des militaires burundais de l'EAC à Kilolirwe et Mushaki, les rebelles du M23 gardent toujours leurs positions dans le secteur. Ils continueraient à y percevoir des taxes illégales exorbitantes sur les camions des marchandises et même sur les motos transportant des produits vivriers.

Ituri : 2 civils tués et plus de 10 otages lors d'une incursion des ADF sur l'axe Komanda-Mambasa. Un groupe de ces rebelles a traversé samedi la RN4 l'axe Komanda-Mambasa pour s'installer dans la forêt entre les villages de Bamande et de Bawanza, à environ 100 km de Bunia. A leur passage, ils ont tué deux personnes au village de Kungubu. Plus de 10 autres paysans qui se trouvaient aux champs ont été pris en otages par ces combattants des ADF qui ont également mis le feu sur certaines habitations. La société civile signale le déplacement massif de la population qui s'est installée au pont Ituri et à Komanda-centre. Ils ont ainsi abandonné leurs champs et vivent dans des conditions difficiles.

Goma : la société civile appelle à une mobilisation des autorités et de la population pour endiguer l'insécurité. « Les commissariats des quartiers n'ont pas d'unités en nombre et de la logistique nécessaire pour faire face aux criminels. Les enquêtes sur la criminalité ne sont pas suivies ni achevées ». La société civile de Goma demande au gouvernement que les enquêtes sérieuses sur la criminalité dans la ville de Goma soient ouvertes, suivies et finalisées. Elle invite toute la population non seulement à rester unie et à dénoncer les suspects, mais aussi à collaborer avec la police de proximité et les services de sécurité dans leurs quartiers.

Butembo : les Fardc neutralisent 2 Mai-Mai et récupèrent leurs armes à Kyambogho, lors d'affrontements. Les combattants du groupe Mai-Mai Baraka ont attaqué une position des Fardc dans cette localité. Le porte-parole du secteur opérationnel Sokola 1, accuse les jeunes du groupe de pression « Veranda Mutsanga » de s'être coalisés avec les assaillants lors de cette attaque. Il appelle tous les jeunes de la région à se désolidariser des groupes armés.

Processus électoral : des étudiants des universités de Bukavu s'engagent à bannir la violence. Ils l'ont exprimé à l'issue d'une formation de 2 jours, organisée par l'organisation Innovation pour les droits de l'homme et l'environnement (IDHE). Ils ont décidé d'œuvrer pour une citoyenneté responsable et un civisme électoral. Cette formation a véhiculé les notions sur l'éducation à la paix et la prévention des violences électorales en milieux universitaires. Elle a voulu aussi prévenir et épargner les étudiants de toutes les manipulations politiques.

Kisangani : plus de 80 femmes médecins sensibilisées sur le respect des droits de leurs semblables qui attendent famille. « L'objectif était de sensibiliser les médecins pour qu'ils sachent les différentes violations qu'ils commettent à l'encontre des patientes et comment remédier à ces problèmes-là pour une meilleure santé sexuelle et de reproduction ». Cette sensibilisation a été placée sous le thème : « La santé sexuelle et de la reproduction pour l'autonomisation de la femme ».

Kambove : plus de 130 malades après consommation des poissons de la rivière Kazaza. Le dernier cas y a été amené samedi dernier. Ce patient avait des douleurs abdominales, vomissait et faisait de la diarrhée avant de rendre l'âme. Cela après le déferlement sur la rivière Kazaza de l'acide venu de l'entreprise minière COMIKA.

Kongo-Central : l'assemblée provinciale contre la cession de la SCTP à la société Bolloré, la firme française, moyennant 140 millions USD. « On ne vend pas les bijoux de famille. Ce que certaines personnalités du pays veulent faire à la société ex-Onatra ne se sont pas permises de le faire à la société Gecamines, ni la Miba. Pourquoi seulement vouloir mettre à zéro l'Onatra ? » Elle n'acceptera pas que la société Bolloré prenne

le port de Matadi et celui de Boma, des chemins de fer de Kinshasa-Matadi et du Beach Ngobila de Kinshasa et s'est également opposé à l'idée de céder à la société Bolloré tout l'actif de l'ex-Onatra. La SCTP est capable de se redresser via la somme de 207 millions USD que lui doivent l'Etat congolais.

Lundi 3 avril.

Lubero : des Maï-Maï Yira attaquent un centre d'enrôlement d'électeurs à Vuranda, des opérations perturbées. Le centre d'identification et d'enrôlement des électeurs de Vuranda attaqué par les combattants du groupe Maï-Maï Yira était, en effet, sécurisé par des miliciens du groupe Maï-Maï l'Union du peuple pour la libération du Congo (UPLC). Des sources sécuritaires ont fait savoir que le sous-effectif de la police et l'absence des Fardc dans certains villages du Sud de Lubero est à la base de cette situation. Les Maï-Maï Yira ont abattu, lors de cette attaque, un milicien du groupe Union du peuple pour la libération du Congo (UPLC). Ces assaillants ont emporté l'arme de la victime qui gardait le centre d'enrôlement des électeurs, basé dans cette localité.

Mongala : 25 détenus libérés de la prison d'Angenga par la grâce présidentielle. Il s'agit de onze militaires, six policiers, sept civils et un expatrié. Ce dernier faisait partie des cinquante-deux anciens combattants rwandais FDLR arrêtés dans l'Est du Pays et transférés à la prison militaire d'Angenga. Par la même occasion, vingt-cinq autres prisonniers ont bénéficié de la remise de leurs peines. Toutes ces personnes ont été graciées pour avoir rempli les conditions prévues par l'ordonnance présidentielle du 27 décembre 2022, portant mesure collective de la grâce présidentielle.

Maniema : les travaux du PDL 145 territoires démarrent ce lundi. Ces travaux vont être exécutés par la société africaine de construction au Congo, (SAFRICAS) sous le contrôle du PNUD. Ce programme prévoit la construction de plusieurs infrastructures dans les différents territoires du Maniema. Au total, la province va bénéficier de 23 centres de santé, 32 écoles primaires et 7 bâtiments administratifs.

Kasaï-Oriental : la gouverneure encourage les femmes à s'investir dans l'entrepreneuriat. Elle a encouragé, le 1^{er} avril, les femmes de cette province à l'auto prise en charge économique. Elle les a exhorté à prendre pour modèle les religieuses Clarisses qui fabriquent et vendent plusieurs choses pour la survie de leur communauté.

Le CSAC et le ministre de la Communication et Médias condamnent l'agression de Christian Bosembe. Le président du Conseil supérieur de l'audiovisuel et la communication de la RDC a été agressé samedi 1^{er} avril à Paris, en France. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication (CSAC) exige des autorités françaises, des sanctions sévères contre les agresseurs de son président en séjour à Paris. Le ministre de la Communication note que les autorités de la RDC vont travailler avec la France pour que justice soit faite.

Nord-Kivu : au moins 20 personnes trouvent la mort dans un éboulement de terre à Masisi. Cette catastrophe s'est produite, dimanche, lorsque la population du village Bulwa faisait la lessive et puisait de l'eau à une source nouvellement aménagée avec un débit important. L'éboulement, survenu soudainement, a enseveli plusieurs personnes majoritairement des femmes et des enfants. Ce lundi pour, éventuellement, retrouver d'autres corps. Le député provincial de Masisi, parle d'une situation calamiteuse qui nécessite une assistance de l'Etat en faveur des familles victimes, pour qu'elles puissent organiser des obsèques dignes. Pour cet élu, ce type de catastrophe est causé entre autres par les érosions qui se créent à la suite de la déforestation notamment.

Ituri : un prêtre arrêté pour viol présumé sur mineure. Un prêtre de la congrégation des Prêtres du Sacre cœur, est accusé de viol présumé sur une élève de l'Institut Bernard Longo, dont il est le responsable.

Lubumbashi : le bilan officiel de l'altercation entre des militaires et des jeunes de l'Unafec est de 8 morts. Le ministre provincial de l'intérieur, a rapporté que « la commission après enquête a déploré huit morts parmi lesquels un blessé par balles perdues et sept par noyade, ainsi qu'un blessé en soins intensifs pris en charge par le gouvernement provincial ». Il a ajouté que la justice s'est déjà saisie de cette affaire.

Nord-Kivu : les M23 se retirent de Kishishe et Bambu, mais renforcent leurs positions à Rugari et Kibumba. Les sources locales pensent que les retraits dans les zones jugées moins importantes sont des stratégies pour renforcer d'autres positions, notamment dans le Parc National des Virunga et vers Rugari et Kibumba. Ce 3 avril matin, les mêmes sources parlent d'un accrochage entre les rebelles qui s'orientaient vers le Parc des Virunga et un groupe des Nyatura de la Coalition des mouvements pour le changement (CMC) au village Mudugudu.

Kongo-Central : journée sans taxi-moto ce lundi à Muanda. Les motocyclistes s'insurgent contre la mesure interdisant depuis plus de deux mois déjà, la circulation des motos dans la cité côtière au-delà de 19h00. Le conseil provincial de sécurité avait pris cette décision le 17 février à la suite de nombreux cas d'insécurité enregistrés à Muanda. Mais pour les taximen moto, cette mesure n'a que trop duré et n'a donné aucun résultat escompté.

Sankuru : 6 femmes tuées dans un éboulement au quartier Telecom. Le maire de Lusambo affirme que dimanche, plusieurs femmes se sont retrouvées sur ce site pour extraire les pierres dans les puits. Après avoir creusé, un des puits s'est affaissée, engloutissant ainsi une dizaine de femmes. Le bilan provisoire est de 6 femmes mortes dans ce puit, 4 repêchées et conduites à l'hôpital général de référence de Lusambo. Une cinquième victime vient d'être conduite ce matin à l'hôpital après avoir présentée des signes inquiétants la nuit dernière.

Beni : chefs de quartiers et acteurs de la société civile en formation sur la contribution de la paix. « Tout se concentre vers comment mettre ensemble les autorités locales et toutes les couches de la société civile. Donc, tout le monde, pour qu'on construise un cadre de travail participatif ». A travers cette formation de six jours, cette cellule provinciale veut en outre préparer la communauté à hériter de tout ce que le Fonds social de la RDC a investi dans la ville de Beni. Le climat de paix fera que les infrastructures construites par le Fonds social de la RDC soient mises à l'abri des conflits dans ce coin du pays.

L'ASBL NLC appelle à la gratuité de la formation en faveur des autistes. L'ASBL Never Limit Children (NLC) a recommandé, le 2 avril, au gouvernement congolais d'accorder la gratuité de la formation aux personnes souffrant d'autisme. C'est depuis cinq ans que cette ASBL sensibilise l'opinion sur la prise en charge de la maladie d'autisme, qui reste peu connue des Congolais. Les NU avaient dédié la journée du 2 avril aux autistes.

Tanganyika : la découverte d'un gisement de coltan crée un conflit foncier entre deux territoires. La découverte d'un gisement de coltan dans le village Sango Mutosha situé à la limite entre le territoire de Kalemie à celui de Nyunzu est à la base de ce conflit, qui dégénère en dispute entre les autorités locales. Le ministre provincial de l'intérieur du Tanganyika, a déclaré ce lundi 3 avril qu'une commission se rendra dans la zone pour déterminer les limites entre les deux territoires. Il a précisé que « tous les éléments sont là, toutes les cartes sont là et seront consultés avant qu'une décision ne soit prise ».

RDC : arrivée des détachements précurseurs des militaires sud-soudanais à Goma. Ce premier détachement d'avance des Forces de défense du peuple du Sud-Soudan, constitué de 50 hommes, pour la plupart des officiers est arrivé dimanche. D'autres sont arrivés ce lundi matin. Ils seront cantonnés à Kibati, territoire de Nyiragongo, avant de se déployer sur l'axe Kibumba-Rumangabo où ils vont cohabiter avec le contingent Kenyan déjà sur place. L'arrivée de ces Sud-Soudanais, marque la phase finale du déploiement des troupes de l'EAC dans l'Est de la RDC. Ils vont renforcer les troupes kenyanes, burundaises et ougandaises, déjà en province.

Environ 80 rescapés dans le naufrage d'une pirogue motorisée sur le lac Kivu. La pirogue motorisée « Boat », dans la nuit du 2 au 3 avril, venait de quitter le groupement Mugote (Sud-Kivu) pour se rendre à Goma (Nord-Kivu). Elle avait à son bord environ 150 passagers, sans oublier les marchandises. Seuls six corps ont jusque-là été repêchés. Les recherches se poursuivent sur le lieu de cet accident dans l'espoir de retrouver d'autres corps.

Isangi : début des travaux du Programme de développement de 145 territoires. La première pierre de ces ouvrages a été posée par le vice-gouverneur de province de la Tshopo. A cette occasion, il a exhorté la population locale à s'approprier ces travaux qui visent le développement des entités d'Isangi. Il les a également invités à protéger le matériel, afin que ces travaux aboutissent normalement. La première phase de ce projet consiste à la construction des bâtiments administratifs, des centres de santé ainsi que des écoles primaires. C'est l'entreprise Safricas qui exécute ces travaux à Isangi.

Kinshasa : visite du Chef d'Etat-major général de l'UPDF. Le Chef d'Etat-major général des Forces de défense du peuple ougandais effectue une visite de trois jours à Kinshasa. Il est venu évaluer, avec son homologue congolais, les opérations conjointes Fardc-UPDF contre les terroristes des Forces démocratiques alliées (ADF). L'UPDF est aussi engagée en RDC dans le cadre de la force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est.

Mardi 4 avril.

Kinshasa: poursuite des travaux de réhabilitation des infrastructures de l'UPN et l'UNIKIN. Ces travaux, financés sur fonds propre du gouvernement. A l'Université pédagogique nationale (UPN) outre les travaux de réhabilitation des homes et des auditorios, cette université est dotée d'un amphithéâtre d'une capacité de six mille personnes. A l'Université de Kinshasa, tous les homes et auditorios sont rénovés. Le home 30, lui, est retenu comme village de la Francophonie. Le directeur général de l'entreprise Générale de Construction de Kinshasa, qui exécute les travaux sollicite l'accompagnement financier du gouvernement.

Procès des déserteurs de Bunagana: le général de brigade Peter Cirimwami comparait en tant que renseignant. Il cité par deux officiers de l'armée, comme celui qui a donné l'ordre aux troupes de se retirer de la zone des combats aux environs de la cité frontalière de Bunagana, devant l'avancée des rebelles du M23 « Il a affirmé que pendant qu'il se trouvait dans son quartier général à Rutshuru-centre, il a reçu l'appel du colonel Lobo de la 21^e brigade de le rejoindre à l'usine du Premidis pour consultation pendant que cette zone était déjà contrôlée par les rebelles du M23 ». Par reflexe militaire, Cirimwami lui a demandé de tirer une balle en l'air pour confirmer si réellement le colonel Lobo se trouvait à cet endroit. Ce qui n'a pas été fait, a affirmé devant la cour le général Chirimwami. Dans leurs dépositions des faits, ces deux officiers accusés de capitulation et de défaitisme devant l'ennemi, n'ont pas changé d'avis. Le général Cirimwami, a confirmé n'avoir pas donné l'ordre aux troupes de se désengager des lignes des fronts. Il a précisé que toutes les allégations portées contre lui par ces officiers « qui d'ailleurs passaient tout leur temps dans les hôtels de Bunagana », étaient sans fondement.

Nord-Kivu : la société civile attend plus de proactivité du nouveau commandant provincial de la PNC. Le président de la société civile a affirmé que la population attend du nouveau patron de la PNC dans cette province qu'il soit proche et à l'écoute de la population et a demandé également d'équiper la police pour les interventions nocturnes, pour relever les défis multiples dans toutes les entités de la province.

Beni : les travaux du mausolée dédié aux premières victimes des massacres sont à l'arrêt. Il s'agit des civils tués au quartier Ngadi le 15 octobre 2014 au cours d'une attaque de ces rebelles ougandais. « La construction du mausolée qui était lancée le 15 octobre 2022 a connu réellement une mobilisation communautaire de masse où plusieurs ont répondu à cet appel », a expliqué Nick Junior Vusindi. Mais pour l'instant les travaux sont arrêtés faute de moyens. Il manque à ce jour, 8 000 USD pour finaliser les travaux.

Sud-Kivu : 6 morts et près de 60 portés disparus dans le naufrage d'une pirogue, la nuit de dimanche 2 avril, dans les eaux du lac Kivu, entre l'île d'idjwi et la ville de Goma. Quatre-vingts passagers ont pu s'en sortir. Une forte tempête l'a surprise aux environs de minuit et elle s'est cassée en deux. Ce naufrage sur le lac Kivu résulte du non-respect de la mesure interdisant la navigation nocturne. Cette embarcation n'avait pas de manifeste ni gilets de sauvetage. Le commissaire lacustre qui a autorisé cette navigation est introuvable.

Kinshasa : L'ONG « Le Congo n'est pas à vendre » appelle à la rigueur dans la renégociation du contrat chinois. Cette structure de la société civile a salué la décision du gouvernement de procéder à la révision de la convention sino-congolaise, signée en avril 2008, entre la RDC et le groupement d'entreprises chinoises (GEC), relative au développement des infrastructures et à l'exploitation minière. Elle exige aussi l'ouverture d'enquêtes judiciaires sérieuses, transparentes et crédibles sur les actes de corruption et de détournement des fonds publics.

Kinshasa : polémique autour de l'érection d'un mur de clôture à l'Unikin. Pour le Comité de gestion, initiateur de ce projet, le but est de sécuriser ce site universitaire contre la pression sociale des populations environnantes et la spoliation de son terrain. Du côté des étudiants, on estime que les fonds déboursés pour réaliser cet ouvrage auraient dû servir à la construction des nouveaux auditorios vu qu'ils étudient, d'après eux, dans de mauvaises conditions. Depuis quelques semaines, une grande partie de l'aile de l'Unikin qui donne vers les quartiers Kindele et Mbanza-Lemba est clôturée par un mur. Cette construction va se poursuivre sur le reste du site universitaire. Le recteur de l'UNIKIN est conscient que « Les enseignements se donnent dans des conditions pas toujours très faciles ». Il espère « pouvoir dans un avenir relativement proche récupérer ou plutôt améliorer ces conditions ».

Nord-Kivu : le contingent ougandais de l'EAC cohabite avec les rebelles du M23 à Bunagana (sources locales). Le contingent ougandais de l'EAC s'est finalement installé, lundi 3 avril, sur sa base au centre de Bunagana. Des sources locales affirment cependant que le retrait annoncé des rebelles du M23 de cette cité frontalière avec l'Ouganda ne s'est pas totalement achevé. Selon plusieurs sources, la situation de Bunagana reste très confuse. Les militaires ougandais de l'EAC cohabitent, contre toute attente, avec les rebelles. Plusieurs sources déplorent, que la gestion des mouvements migratoires à la douane de Bunagana continue à se faire jusqu'à présent par les rebelles du M23. L'administration civile installée par les rebelles serait toujours à l'œuvre

et des combattants du M23 occuperaient encore les maisons de certains habitants, en fuite, après en avoir cassé les portes.

Lomami : la route Kabinda-Mbuji-Mayi coupée par un ravin. La RN2 est coupée en deux au niveau du village Musengie, à près de 34 km de Kabinda. Les pluies qui se sont abattues ces deux dernières semaines, ont fait progresser une tête de ravin qui a coupé la RN2. Une route de déviation a été construite en fin de semaine dernière par cette entreprise publique pour permettre la circulation des véhicules qui ravitaillent les deux villes en produits vivriers et manufacturés.

Ituri : 11 personnes portées disparues à la suite du naufrage d'une embarcation sur la rivière Ituri. Au moins dix-sept personnes étaient à bord de cette pirogue en planche, l'une de celles qui servent pour le transport des passagers et des véhicules sur la rivière Ituri, depuis l'effondrement du pont. Pendant la traversée, la pirogue n'a pas résisté au courant d'eau et a chaviré. Six personnes ont été repêchées, onze autres sont portées disparues. La société civile plaide pour la réhabilitation d'urgence de ce pont par le gouvernement central.

Journée fériée du 6 avril : l'assemblée provinciale du Kongo-Central dit sa reconnaissance à Félix Tshisekedi. « L'ordonnance du 6 avril dorénavant journée férie et payée au soldat, au combattant Simon Kimbangu, car Kimbangu n'est pas n'importe qui, Kimbangu est le premier et le dernier prophète noir que connaît la chrétienté. De cet état des faits, nous sommes reconnaissants vis-à-vis du président de la République, chef de l'Etat, Félix Antoine Tshisekedi, d'avoir honoré notre ancêtre... ».

Maniema : l'administrateur de Kailo appelle à l'électrification de son entité. L'administrateur du territoire de Kailo (Maniema) est d'avis que l'énergie électrique va aider son territoire à passer de l'exploitation minière artisanale à celle industrielle. L'électrification va également attirer les investisseurs qui vont créer de l'emploi à Kailo. Il est persuadé que le début des travaux du Programme de développement local de 145 territoires constitue un décollage pour Kailo qui, selon lui, a connu ses premières infrastructures vers les années 1942.

Le PROVED du Kwilu I appelle à la réduction des frais scolaires pour les enfants handicapés au niveau secondaire. Le directeur de la Province éducationnelle de Kwilu I a fait ce plaidoyer dans sa thèse de doctorat : « Organisation et défis de l'enseignement spécial dans le système éducatif congolais », défendue à l'Université pédagogique de Kinshasa (UPN). L'enseignement spécial est rare à travers la RDC, a-t-il regretté, bien qu'il existe des textes officiels qui régissent l'enseignement spécial au pays. Denis Shanga estime par ailleurs que les enfants vivant avec handicap sont ainsi abandonnés à leur triste sort en RDC.

Nord-Kivu : 3 morts à la suite d'un éboulement de terre à Musenge, au territoire de Masisi. L'accident de Musenge s'est produit durant la nuit; alors qu'une pluie diluvienne s'abattait sur cette localité. Les victimes, toutes de la même famille, ont été ensevelies sous la boue lorsque la terre a englouti leur maison construite en terre battue. Entre-temps, au village Bulwa voisin, le bilan de l'éboulement survenu la nuit de samedi à dimanche s'est alourdi. Il passe de 21 à 25 personnes mortes ensevelies par les éboulements, selon des sources locales. Des pluies s'abattent abondamment, ces derniers temps, dans le Masisi. Le sol de ce territoire est meuble et se déplace facilement soit par gravité, soit à la suite des pluies torrentielles. Ce qui, très souvent, est à la base de plusieurs éboulements de terre et érosions, parfois avec dégâts importants, expliquent certains experts.

Sud-Kivu : le centre de l'INERA à Mulungu victime de spoliation. La grande concession de l'Institut national d'étude et recherche agronomiques à Mulungu se situe dans le territoire de Kabare, à 5 km de l'aéroport de Kavumu. Sa superficie initiale était d'environ 1114 hectares, dont 800 à Mulungu. 90 ha sont déjà totalement spoliés à Nyamuyunyi, 160 ha en voie de spoliation à Cinganda/Bunyakiri. Son directeur intérimaire regrette cette série de spoliation de ce milieu écologie de recherche agronomique. Le centre de recherche de Mulungu compte à ce jour 317 agents, tous rémunérés par l'Etat congolais. Il fut créé par le colonisateur belge et sa gestion avait été cédée à l'institut national pour l'étude agronomique au Congo (INEAC) vers les années 1934.

Nord-Kivu : une dizaine de morts à la suite d'engins explosifs en 3 mois (SYLAM). Selon le coordonnateur national de l'ONG Synergie de lutte anti-mines, un appui dans l'action de lutte anti-mines en RDC, s'avère indispensable en cette période où la partie Est fait face à la guerre. « Nous avons d'autres engins explosifs de guerre liés aux combats qui se font dans (les territoires de) Rutshuru, Beni, Masisi, Nyirangongo. On y retrouve beaucoup de munitions telles que les grenades, des roquettes, les mortiers qui ont été préparés et abandonnés dans les écoles, sur les routes et dans les zones des combats ». Selon lui, la RDC compte une trentaine de champs des mines, dont sept au Nord-Kivu. Ces engins explosifs qui continuent à faire des victimes, demeurent un véritable danger permanent pour les populations locales. Il a par ailleurs demandé à la communauté humanitaire de venir en aide aux actions de lutte anti-mines dans cette période de guerre dans l'Est du pays.

Mercredi 5 avril.

Crise humanitaire au Nord-Kivu : MSF appelle à « un sursaut de mobilisation ». Dans un communiqué, l'ONG parle de plus d'un million de personnes qui se sont déplacées ces 12 derniers mois pour fuir les combats liés à la résurgence de la rébellion du M23. MSF déplore que la réponse ne soit pas à la hauteur des besoins humanitaires. Depuis le début de la crise, il n'y a que trois mille abris qui ont été construits pour environ quinze mille personnes déplacées. Les latrines sont insuffisantes sur les sites. A peine un litre d'eau est distribué à chaque déplacé. Dans la zone occupée par les rebelles, MSF est l'unique ONG humanitaire qui intervient dans le territoire de Rutshuru. Dans cet espace, la mobilité est réduite dans la mesure où les lignes de front ont coupé des routes principales d'approvisionnement en médicaments et produits de première nécessité. Cette coupure des routes provoque ainsi un enclavement des milliers des familles qui y vivent encore.

Enrôlement des électeurs: « Génération of Peace » encourage la population de Butembo à utiliser l'application PrerAp-Ceni. « PrerAp-Ceni » est une application mobile mise en place par la centrale électorale qui permet à tout citoyen de préenregistrer toutes ses données biographiques à partir d'un smartphone ou d'une tablette, avant de se présenter au centre d'enrôlement des électeurs. Ainsi, ces données préenregistrées seront automatiquement récupérées sur l'ordinateur de l'agent électoral lors de l'enrôlement. Ce qui permet de gagner du temps lors de cette opération. Cette application peut également permettre de lutter contre la lenteur observée dans les centres d'inscription pendant l'enregistrement des requérants de la carte d'électeur.

Procès du député Mwangachuchu : le coffre ouvert, le rapport général attendu à l'audience du 11 avril. Le coffre-fort du député a été ouvert par la Haute Cour militaire le 4 avril à la Banque centrale du Congo où il est gardé. Près de 3h30 ont permis d'en faire l'inventaire. Par ailleurs, des armes, munitions de guerre et d'autres effets découverts dans la concession du député Mwangachuchu ont été exposés. Le député comparait dans une procédure de flagrance pour des infractions présumées de participation à un mouvement insurrectionnel, détention illégale d'armes et munitions de guerre et incitation des militaires à commettre des actes contraires à la discipline militaire.

Le nouveau directeur du BCNUDH invite les autorités à intensifier leurs efforts dans la lutte contre l'impunité. Il l'a déclaré le 4 avril à Kinshasa, après avoir pris part aux discussions, devant le Conseil des droits de l'homme, le 30 mars dernier, à Genève, sur la RDC, notamment, les sujets relatifs à l'évolution des droits de l'homme. Il a toutefois salué la disponibilité de la RDC et son ouverture dans les échanges ainsi que les efforts dans la promotion des droits de l'homme. « Il y a beaucoup d'efforts qui doivent être faits dans ce sens-là. Il y a beaucoup d'efforts qui se font dans le cadre de la justice militaire, et dans la justice civile également. Nous devons continuer à pouvoir accompagner la RDC et tous les acteurs dans ce cadre-là. Mais aussi servir d'exemple, de ce que personne n'est au-dessus de la loi », a poursuivi le directeur du Bureau conjoint des NU aux droits de l'homme.

Kinshasa : lancement du projet « déminage humanitaire » pour dépolluer l'Est de la RDC. « Ce projet d'une part, consiste à dépolluer des zones affectées par les restes des explosifs de guerre, de mines antipersonnel dans la zone d'intervention de la mission. La RDC compte 33 zones minées qui sont réparties dans neuf provinces : Ituri, Kasai, Kasai-Central, Maniema, Nord Ubangi, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Tanganyika et la Tshuapa. Nous comptons aussi 136 zones contaminées par les restes et explosifs de guerres. Nous comptons 3 136 victimes déjà identifiées». Le coordonnateur national du Centre congolais de lutte anti-mines a rappelé au Gouvernement et aux partenaires la nécessité de donner plus de moyens dans la lutte anti-mines en RDC. 40 jeunes ont obtenu leurs diplômes sur l'éducation et risque de mines et l'enquête non technique après la formation.

Maniema : formation des inspecteurs et enseignants des écoles techniques. Pendant dix jours, les inspecteurs et enseignants des écoles techniques de la province du Maniema sont réunis à Kindu pour une formation sur les filières techniques dont la technique agricole, industrielle et commerciale qui seront d'application l'année prochaine dans les écoles. L'inspecteur général adjoint à l'inspection générale de l'EPST, précise aussi que cette formation vise l'amélioration de la qualité des apprentissages des élèves pour que dans leur vie, ils les mettent en application.

Mbuji-Mayi: environ 100 familles sans abris après une pluie torrentielle. Il s'agit des familles dont les maisons ont été érigées aux alentours des quartiers Kalundu, RVA dans la commune de Bipemba ainsi qu'au quartier Masanka dans la commune de Diulu, loin de l'aéroport. Les familles sinistrées des quartiers Kalundu et RVA estiment que les eaux de ruissèlement qui ont inondées leurs quartiers provenaient de l'aéroport de Bipemba, en pleins travaux de réhabilitation et de modernisation. L'entreprise qui exécute ces travaux n'a pas

bien canalisé les eaux de ruissellement, affirment les sinistrés. Le commandant de la RVA, a promis de s'investir dans ce dossier pour prévenir d'autres dégâts : « Nous sommes en train d'y travailler avec l'OVD. Il y a beaucoup de préalables. Même les avions ont rebroussé chemin ». Une commission ad hoc a été instituée pour évaluer les dégâts.

Nord-Kivu : des bureaux de l'état-civil seront bientôt approvisionnés en registres de naissance après 6 mois de rupture. Le chef de Division de l'Intérieur, affirme que le gouverneur de province a saisi la ministre congolais de la Justice, autorité compétente en la matière, en vue de décanter cette situation qui pénalise des milliers d'enfants de la province. Entretemps, le gouvernement provincial, en partenariat avec l'organisation CIVIPOL, a procédé à l'impression d'au moins dix registres de naissance, qui attendent d'être distribués d'abord dans la partie Sud de la province y compris la ville de Goma. Un moratoire sera en principe signé par le gouverneur de province, en vue d'assouplir la procédure judiciaire d'obtention du jugement supplétif pour tous les enfants nés pendant cette période, et qui ont dépassé le délai légal de trois mois de déclaration de leur naissance.

Kwilu : la société civile sollicite la réhabilitation du pont 12 apôtres entre Bulungu et Idiofa. Plus de deux mois se sont écoulés depuis que le trafic est interrompu entre les deux territoires, à la suite de la dégradation très avancée du pont 12 apôtres et qui est sur le point de s'écrouler. Cette coupure du trafic entraîne des répercussions sur la ville de Kikwit. Plusieurs produits viviers pourrissent faute d'évacuation dans les centres de consommation.

Ancien maire de Beni, le commissaire divisionnaire Muteba salue la bonne collaboration avec la Monusco. Il a été promu par ordonnance présidentielle et nommé commissaire provincial de la police dans la province du Kongo Central. Il reconnaît que pendant sa gestion de la ville, la Monusco a apporté son appui dans plusieurs domaines. Cela, grâce à une bonne collaboration entre les autorités et la Mission onusienne. La Monusco Beni parle également d'une parfaite collaboration « c'est un homme de parole. Il a tenu les engagements qu'il a pris. Nous avons eu nous vraiment un plaisir de travailler avec lui. Il nous a soutenu dans les moments les plus difficiles, il a créé des conditions pour mettre en œuvre de façon efficace le mandat de la Monusco ».

Kananga : marche des étudiants de l'ISES contre la majoration des frais académiques. En 2022, les frais académiques revenaient à 565.000 FC, mais cette année, ils sont passés à 1.000.000 FC. Dans ce document portant leurs revendications, ils indiquent que le comité de gestion impose les frais pour la pratique professionnelle, pendant qu'ils ne concernent pas toutes les promotions. Ils parlent des frais d'inscription imposés à tous, les frais pour la cuisine diététique pour la nutrition qui n'est pas organisée au sein de cette institution. Ils évoquent les frais de laboratoire qui sont réservés à ceux qui organisent la filière de la médecine. Face à ces rubriques qui ont gonflé les frais académiques, ces étudiants invitent le comité de gestion au bon sens. Les frais académiques définis selon les rubriques ont été fixés suivant la circulaire du ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire.

Ituri : 5 personnes tuées à Kalakala et Landavie, par des présumés ADF. Environ dix autres personnes sont portées disparues. La société civile locale déplore la recrudescence des attaques des rebelles des ADF depuis la semaine dernière dans cette partie d'Irumu ayant entraîné le déplacement de nombreux habitants.

Kinshasa : l'ONG Opération Smile RDC traite gratuitement des personnes ayant des difficultés de langage. Une vingtaine de personnes sont prises en charge dans le cadre de ce programme. Cette structure offre des soins de santé aux personnes atteintes de malformations labio-palatine, communément appelée « bec de lièvre ».

Uvira : 250 habitations détruites à la suite des pluies torrentielles à Kasanga (Société civile). De fortes pluies ont emporté des ouvrages d'affranchissement sur la RN5, qui relie Bukavu à Uvira et a causé de nombreux dégâts matériels. Des familles sont restées sans abris.

Sud-Kivu : plus de 20 magistrats sensibilisés sur l'éthique de leur profession. Avec l'appui financier de la Monusco, cette formation visait à inculquer à ces juges certain nombre de règles de la société, dont la bienséance et le respect, pour mériter d'avantage la confiance des justiciables. Le magistrat ne doit pas travailler pour lui-même mais plutôt pour la société.

Maniema : rupture de stocks de médicaments antituberculeux à Samba. «Il s'observe une rupture des tuberculostatiques dans les 14 structures sanitaires de la zone de santé rurale de Samba, c'est-à-dire 12 centres de santé, un centre hospitalier intégré et l'hôpital général de référence et cela depuis un mois. » a déclaré le

président de la société civile et il a alerté sur le danger qui guette la communauté locale. Celle-ci « se verra contaminée en masse car, les patients dépistés positifs à la tuberculose dans les aires de santé se voient privés des médicaments ».

Nord-Kivu : les rebelles du M23 renforcent leur position à Kibumba. Ces rebelles s’y renforcent en armes et troupes en provenance du Rwanda et du territoire de Rutshuru. Les habitants retournés dans cette cité disent craindre d’imminents combats dans la zone avec l’arrivée massive des rebelles.

Est de la RDC : l’ambassadeur suédois inquiet de la situation humanitaire de plus d’un million de déplacés. Il a exprimé son inquiétude lors de son entretien avec le ministre d’Etat en charge de l’Intégration régionale. A cette occasion, le diplomate suédois a encouragé son interlocuteur à user de son influence pour ramener tous les groupes armés locaux de la région dans le processus de paix. Au sujet des rebelles du M23, il a soutenu la thèse des négociations diplomatiques : « Il faut s’employer à ménager le bâton et la carotte ». Pour sa part, le ministre d’Etat en charge de l’Intégration régionale a annoncé à son hôte, la tenue d’un sommet des chefs d’Etat et de gouvernement de la région à Bujumbura, le 6 mai prochain, dans le cadre du Mécanisme de suivi de l’Accord d’Addis-Abeba.

Le gouvernement initie « le programme d’appui au développement local ». Ce programme consiste à soutenir la production agricole et à faciliter la transformation des produits à la base ». Le chef du gouvernement a précisé que son équipe se propose, à travers cette initiative, soutenir les femmes et des personnes qui veulent investir dans l’agrobusiness. A travers ce programme, le gouvernement entend faciliter la consommation des produits agricoles locaux.

Ituri : suspension du trafic routier entre Bunia et Mongwalu à la suite de l’insécurité. Le trafic est suspendu, depuis deux semaines, sur le tronçon Bunia-Mongwalu (Ituri), après que les miliciens de la Codeco ont abattu dix-sept passagers vers Bambu dans le territoire de Djugu. Contraints au chômage, ces automobilistes demandent au gouvernement de garantir la sécurité sur cette route. Même décor à Mongwalu, où des dizaines de camions sont bloqués et ne peuvent retourner à Bunia. La conséquence est que les prix de toutes les marchandises ont doublé dans plusieurs localités minières dans la zone.

Jeudi 6 avril.

Signature de la Charte constitutive de l’Union sacrée de la nation. Les ténors de l’Union sacrée de la nation ont signé mercredi 5 avril à Kinshasa, la Charte de cette plateforme politique appelée à soutenir la candidature de Felix-Antoine Tshisekedi à la présidentielle de décembre 2023. Le présidium de l’Union sacrée de la nation est composé des personnalités suivantes : Jean-Pierre Bemba, Vital Kamerhe, Bahati Lukwebo, Christophe Mboso, Jean-Michel Sama Lukonde, Augustin Kabuya. Tous sont placés sous l’autorité morale de Félix Tshisekedi.

10 millions de personnes ont besoin d’une aide humanitaire d’urgence, avertissent dans une déclaration commune Oxfam, CARE International et le Conseil danois pour les réfugiés. Selon ces trois ONG internationales, cette situation est consécutive à la reprise des affrontements violents impliquant des groupes armés non étatiques. Les trois organisations humanitaires appellent les donateurs à répondre d’urgence à l’appel des Nations unies pour la RDC afin de sauver des vies dès maintenant. D’après ces ONG, la RDC souffre déjà de la plus grande crise de déplacement interne en Afrique en raison de la violence actuelle. À ce jour, 5,8 millions de personnes dans les provinces de l’Ituri, du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et du Tanganyika ont été forcées de fuir leurs maisons.

Vital Kamerhe au sujet de la situation économique : « L’espoir est permis, malgré les moments difficiles ». Le vice-Premier ministre et ministre de l’Economie, a affirmé « l’opinion doit retenir qu’il y a une accalmie relative au niveau du marché de change et des biens et services. Mais ce que le Premier ministre voudrait voir, c’est que tous ces efforts qui ont été faits et qui sont traduits en termes d’indicateurs macroéconomiques, se traduisent réellement en baisse des prix sur le marché des biens et des services. Nous avons aussi abordé la problématique du secteur minier. Les recettes, certes, sont en hausse. Nous l’avons constaté aujourd’hui, à la suite du rapport présenté par Mme la ministre des Mines, mais nous allons les augmenter davantage.... Nous ne voulons plus être dépendant totalement des mines. Donc, nous sommes soucieux d’aller très vite vers la diversification de la production dans notre économie, qui est vraiment totalement extravertie ».

Commémoration du 6 avril : le parti CONADE salue le combat de Simon Kimbangu. Le président du parti Conservateurs de la nature et démocrates estime que si le Chef de l’Etat a été inspiré par le combat de Simon Kimbangu pour la conscientisation de l’homme africain pour la défense de ses droits, cela est à encourager. Il

l'a déclaré lors d'une conférence de presse mercredi 5 avril à Kinshasa. Par contre, si c'est pour des raisons de religion, le chef de l'Etat devra se rappeler que la RDC est un Etat laïc. Par l'ordonnance, le 6 avril est devenu, Journée du Combat de Simon Kimbangu et de la Conscience Africaine. La RDC compte ainsi 10 jours fériés légaux. **Défilés des Kimbanguistes pour marquer la Journée du Combat de Simon Kimbangu et de la conscience africaine.** Les Kimbanguistes ont organisé ce jeudi 6 avril, à travers la RDC, des défilés et des cultes pour marquer la première célébration de la Journée du Combat de Simon Kimbangu et de la Conscience Africaine. A Lubumbashi une marche a été organisée pour saluer la reconnaissance par l'Etat congolais du combat du prophète Simon Kimbangu.

Kwango : la société civile dénonce des meurtres à répétition des civils à Kenge, par des personnes armées non autrement identifiées. « Chaque mois, nous enregistrons 3 à 5 cas d'assassinats rien que dans le territoire de Kenge. Le dernier cas est celui du 3 avril 2023 au pont Kwango dans la brousse où on a assassiné un enseignant, Malachie Ntungu. Il est tombé entre les mains des assaillants qui l'ont tué.. Nous demandons que le gouvernement puisse davantage renforcer la sécurité dans la partie de pont Kwango, Batshongo, Kabuba et Bukanga Lonzo ».

Processus électoral en RDC : Lamuka invite les parties prenantes à corriger les irrégularités de la Ceni. « La Commission électorale de Lamuka réitère auprès de la Ceni ses exigences suivantes : rendre publique la cartographie des centres d'inscription pour les aires opérationnelles 2 et 3, comme ce fut le cas pour l'aire opérationnelle 1, publier à ce stade le nombre provisoire d'enrôlés par circonscription et par province, donner le coût global à ce jour du processus électoral ». Au de ce que la Ceni a réalisé depuis son installation, rien ne rassure qu'elle soit capable d'organiser en RDC des élections transparentes, impartiales et apaisées. C'est pour cela, que la COEL exige le plus urgemment possible, une réunion entre les parties prenantes, y compris la Ceni, pour évaluer le travail effectué et décider de façon consensuelle des mesures correctives.

L'ONG La Voix des Sans Voix demande le rejet de la proposition de loi Tshiani sur la nationalité. Cette ONG de défense des droits de l'homme, juge cette proposition de loi inopportune en ce moment précis et anticonstitutionnelle. Il est regrettable que les velléités visant à écarter certaines personnalités de la compétition politique chère en démocratie refassent surface sur une question déjà réglée par la Constitution.

Butembo : 1 civil tué, des kits électoraux endommagés lors d'une attaque armée des Maï-Maï. Ces assaillant, un groupe des Maï-Maï Baraka, avaient visiblement l'objectif de saboter le processus d'enrôlement des électeurs en cours dans cette ville commerciale. Les Fardc sont intervenues et ont réussi à repousser ces assaillants après un échange nourri de tirs. « Munis des armes de guerre de type AK 47, ces malfrats ont tiré en l'air pour semer la terreur. Malheureusement ces tirs ont atteint un citoyen congolais qui a succombé peu après de ses blessures ».

Le retard dans le paiement des fonctionnaires de l'Etat perturbe la vie de nombreux foyers. Depuis deux mois, le paiement des salaires des fonctionnaires de l'Etat est servi en retard. En effet, pour recevoir leur salaire, ils doivent attendre jusqu'au 15 du mois suivant. Cette situation met de nombreux foyers des fonctionnaires en difficulté dans leur vécu quotidien, lors qu'ils doivent honorer les engagements à la fin du mois. Le ministre de la Fonction publique leur a donné des assurances que la situation est en train d'être régularisée.

Bruno Aubert, ambassadeur de France en RDC : « Il faut que le cessez-le-feu soit effectif et que les M23 soient cantonnés ». Pour lui tout a été bien tracé par le communiqué de Luanda du 25 novembre et confirmé le 17 février par les chefs d'Etat de la région. « Il va falloir tout justement vérifier le progrès sur le terrain », ajoute-il. Il rassure par ailleurs sur la disponibilité de son pays, la France, à accompagner le processus de paix en RDC.

Walikale : plus de 10 cas de diarrhée recensés dans la zone de sante de Kibua. Un notable local parle déjà d'un décès communautaire. Il fait savoir que ces aires de santé manquent de médicaments. Cette situation, rend la prise en charge des malades difficile. Il lance un plaidoyer aux humanitaires en faveur de ces structures sanitaires.

Ituri : plus de 130 cas de rougeole enregistrés à Nyanya. Parmi les causes de la propagation de cette maladie, la résistance de nombreux parents à faire vacciner leurs enfants ou à ne pas respecter le calendrier de vaccination pour la prévention de maladies infantiles. D'autres recourent à la médecine traditionnelle qu'ils estiment être plus efficace. Le médecin chef de zone de santé, déplore également la rupture parfois des intrants médicaux.

Kinshasa : la Cenco lance un projet de développement à la base, financé par le Fonds européen au développement. La Commission épiscopale Justice et Paix de la Cenco a lancé à Nsele, dans la ville de

Kinshasa, le projet d'appui à l'appropriation des comités locaux de gouvernance participative au développement de leurs entités. « Le projet que nous venons de lancer, nous permet maintenant de consolider le partenariat entre les communautés représentées par le comité local de gouvernance participative et les dirigeants locaux. Donc ce partenariat va permettre aux deux parties de travailler ensemble et d'impulser le développement à partir de la base. Donc ce projet a la particularité d'avoir deux volets importants, promouvoir l'accès des communautés à travers le comité local de gouvernance participative et le mécanisme de participation citoyenne auprès des autorités». Ce projet d'une durée de trois ans s'étendra dans 11 provinces.

Beni : la notabilité de Vemba Mavivi dénonce la destruction des lampadaires installés sur la voie publique par la Monusco. Ces dispositifs d'éclairage public avaient été installés sur demande de la communauté, dans le but de réduire la criminalité dans la zone. Au moins trente poteaux ont été détruits ou volés. « Quiconque sera attrapé, il sera arrêté et mis à la disposition de la justice ».

Nord-Kivu : la Monusco ferme sa base militaire de Watalinga, à environ 80 km de Beni. Etablie il y a dix ans pour contrer la menace que représentaient alors les rebelles des ADF, cette base a été fermée remise aux autorités locales. Aujourd'hui, la menace ADF est faible voire nulle dans la zone ».

Uvira : les transporteurs menacent de faire la désobéissance fiscale à la suite de la dégradation des routes. Les chauffeurs des taxis, les conducteurs des agences de transport en commun ainsi que les autres camionneurs menacent d'organiser une désobéissance fiscale en vue de contester la perception des taxes dans la ville et le territoire d'Uvira ; alors qu'aucun effort n'est fourni pour réparer les routes avec les taxes collectées. "Nous sommes en train de craindre plusieurs cas de braquage sur la RN5, parce qu'il faut que les gens quittent le bus, traversent le ravin avant de reprendre un autre bus de l'autre côté ». Sur la route entre Uvira et Fizi, de grosses pierres ont glissé des collines vers la route à côté du lac Tanganyika. Tandis que dans la plaine de la Ruzizi, la route nationale reste coupée à Kakenge près de Sange.

Sud-Kivu : la population de Kalehe réclame la réhabilitation des routes. Les RN2 et RN3, qui traversent le territoire de Kalehe sont très délabrées. Ce délabrement engendre de multiples conséquences au sein des populations : en cette période d'enrôlement des électeurs, beaucoup de personnes ont difficile d'accéder aux centres d'enrôlement ; des écoliers ne peuvent pas atteindre leurs établissements ; l'augmentation des prix des aliments. L'Office des routes/Sud-Kivu dit attendre les moyens financiers dont les devis ont été déjà transmis.

Les Fardc et l'UPDF notent des avancées dans la traque contre les ADF. « Même si plusieurs bastions des terroristes ADF/MTM ont été démantelés et plusieurs d'entre eux et aussi leurs leaders neutralisés, ils tiennent toujours en petits groupes dans des villages isolés » ou dans les champs parce que notre peuple est paysan », a rapporté le gouverneur du Nord-Kivu. Selon lui, un groupe des ADF se retranche encore vers le sud du territoire de Lubero. De nouvelles stratégies vont être mises en place pour freiner l'avancée des ADF dans d'autres nouvelles zones où ils opèrent, notamment dans la partie Sud du territoire de Beni.

Vendredi 7 avril.

Ituri : la Monusco condamne les attaques des ADF ayant fait plus de 30 morts. Les tueries attribuées aux Forces démocratiques alliées (ADF) sont survenues les 2 et 3 avril à la frontière entre le territoire de Mambasa et celui d'Irumu. Bintou Keita exhorte les autorités congolaises à diligenter une enquête et à traduire en justice les auteurs de « ces attaques ignobles contre la population civile ». La Monusco se dit déterminée à contribuer à ces efforts et réitère son appel à une cessation immédiate des violences de tous les groupes armés contre les civils.

Nord-Kivu : plus de 16 cas d'atteintes aux droits des défenseurs de l'environnement enregistrés depuis décembre 2022. « Depuis décembre, trois éco-gardes ont été tués, plus de trois autres blessés, d'autres victimes sont des acteurs intervenant dans les médias, donc des journalistes. Il y a ceux qui ont reçus des menaces. Il y a cinq défenseurs des droits fonciers qui ont été condamnés à des peines lourdes parce que seulement, ce sont des gens qui défendent les droits des autres pour accéder à la terre », a-t-il indiqué. Pour le secrétaire Exécutif de l'ONG Alerte congolaise pour l'environnement et les droits de l'homme, des actions de plaidoyer sont prévues pour renforcer la protection des défenseurs des droits fonciers et de l'environnement dans la région.

Kindu : la station-service SONAHYDROC menacée par une érosion, qui ronge la route sur laquelle elle est située. « Si rien n'est fait dans l'immédiat, elle devra arrêter toute activité, ce qui sera un manque à gagner pour la population, les services étatiques et la station elle-même », selon certains observateurs.

Bukavu : l'ambassadeur de la Tanzanie en RDC appelle les entrepreneurs de son pays à investir au Nord et Sud-Kivu. En visite à Bukavu, il se dit agréablement surpris par les variétés des ressources dont regorge les provinces du Sud et Nord-Kivu. Ce sont des potentialités capables de booster le développement au sein de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC), de la SADEC voire du monde entier. Pour lui, il est plus que nécessaire d'aider la RDC à rétablir la paix pour faciliter le développement.

Kongo-Central : un monument à l'effigie de Simon Kimbangu dévoilé à Matadi. Cette cérémonie s'est déroulée à l'issue d'un culte et d'un grand défilé auxquels ont pris part les fidèles de toutes les extensions de l'église kimbanguiste de Matadi. Pour le maire de Matadi, la date du 6 avril commémorant le combat de Kimbangu ne doit pas être une chasse gardée des fidèles kimbanguistes, mais doit concerner tout Congolais et le peuple africain qui doivent s'en approprier. Il a invité notamment la population à s'inspirer de la mission prophétique de Simon Kimbangu pour bannir les vices qui entravent l'émergence de l'Afrique en général et de la RDC en particulier.

Beni : 7 corps de civils découverts à Alungupa, une localité du secteur de Ruwenzori à 9 km de la route Beni-Kasindi (Nord-Kivu). Ces corps en décomposition très avancée sont ceux de cultivateurs tués dans leurs champs par des présumés ADF lors de la dernière attaque dans la région, dimanche 2 avril dernier.

Ituri : 4 morts dans une nouvelle attaque des ADF sur l'axe Komanda, ce 7 avril dans la matinée au village Mungamba à environ 100 km de Bunia dans le territoire d'Irumu (Ituri). Un groupe de rebelles des ADF qui a installé son bastion depuis environ deux semaines dans cette zone a progressé aux environs de minuit vers la localité de Mungamba. Ils ont tué les quatre personnes à l'extrémité du village. Des sources locales déclarent que les dégâts ont été limités grâce à l'intervention des FARDC en patrouille.

Lubumbashi : début du procès sur les meurtres des militants de l'UNAFEC. Cette affaire qui a défrayé la chronique suscite une grande mobilisation des médias. Certaines chaînes de télévision sont présentes pour la retransmission en direct de ce procès à travers lequel des nombreuses personnes voudraient connaître ce qui s'est réellement passé dans la journée du jeudi 23 mars dernier sur le pont Naviundu dans la ville cuprifère. Une altercation y avait, en effet, opposé certains militaires et des jeunes de l'Union nationale des fédéralistes du Congo. Le bilan officiel fait état de 8 morts. Mais l'Unafec, elle, avait annoncé en premier, la mort de 21 de ses jeunes militants et des portés disparus. Qui avait tiré ? Pourquoi avait-il tiré ? Qui en avait donné l'ordre ? Et qu'en est-il du bilan réel ? Ce sont là des questions auxquelles devra répondre ce procès.

Uvira : la GIZ appelé à soutenir la vulgarisation des textes légaux pour la cohabitation pacifique entre agriculteurs et éleveurs. Cette requête est l'une des recommandations formulées à l'issue d'un atelier d'échanges de deux jours à Uvira. Au cours de cet atelier, le conflit entre agriculteurs et éleveurs est clairement apparu comme un des éléments centraux qui freinent le développement dans cette région. A Kamanyola, ce conflit a plongé la population civile dans la famine. Avec près de 100 000 habitants, répartis sur 7 km², la population de Kamanyola vit essentiellement de l'agriculture. Cependant, chaque année culturale, certaines zones agricoles de ce groupement du territoire de Walungu sont dévastées sans merci par les bétails. Souvent, cette invasion de bêtes provoque des bagarres sanglantes entre agriculteurs et éleveurs. Le Barza intercommunautaire d'Uvira et les structures de paix de la Ruzizi ont mis en place un plan d'action reprenant les activités à réaliser avec l'appui de l'agence de coopération internationale allemande pour assurer une cohabitation pacifique entre les éleveurs et les agriculteurs.

Beni : le notable Gervais Makofi appelle la population à ne plus s'attaquer à la Monusco. Durant quelques jours, des villageois ont barricadé la route aux véhicules des casques bleus de la Monusco, pendant que ces derniers étaient en pleine patrouille dans le Nord de la ville de Beni, à la suite des rumeurs sur la présence des combattants de groupes armés. Gervais Makofi appelle la population à ne pas se laisser manipuler par « l'ennemi » qui combat la restauration de la paix dans cette zone.

Ambassadeur Said Juma : « La Tanzanie tient coûte que coûte à booster les projets intégrateurs avec la RDC et le Burundi ». Ces projets intégrateurs prévoient notamment la construction d'un chemin de fer qui relie la Tanzanie à la RDC, l'érection des ports à Kalemie et Moba, ainsi que la mise en service gros bateau pour le transport sur le lac Tanganyika. Pour lui, les sources des fonds pour matérialiser ces projets sont multiples : chaque pays doit puiser dans ses propres ressources. Ensuite, nous pouvons obtenir un crédit solidaire à World Bank Group. Et enfin, nous pouvons recourir au secteur privé.

La société PHC réaffirme l'engagement de protéger les droits de ses ouvriers. La société Plantations et Huileries du Congo l'a rappelé lors des échanges organisés, tour à tour avec les représentants des communautés

locales de Boteka à Mbandaka et Lokutu à Kisangani. Les discussions entre les deux parties ont porté sur des questions de la légitimité des titres fonciers de la société PHC, des prétendus abus et violations des droits de l'homme, et un manque d'information. Le souhait de la société PHC est que ces accords ouvrent la voie à une collaboration franche avec ces communautés locales en vue d'atteindre l'objectif de créer une prospérité partagée.

Beni : CARITAS distribue des kits hygiéniques à 250 femmes déplacées au site Pakanja. Les bénéficiaires sont des déplacées et retournées vulnérables en âge de procréer qui ont reçu chacune ce don. Cette assistance s'inscrit dans le cadre du projet de renforcement de l'accès aux soins de santé primaire et lutte contre les violences basées sur le genre dans la zone de santé d'Oicha et de Mutwanga, territoire de Beni.

Kindu : lancement du projet de sensibilisation communautaire sur la vaccination. C'est un projet qui va nécessiter l'engagement communautaire pour renforcer la sensibilisation dans le cadre de la vaccination contre la COVID et aussi la vaccination de routine. Ce projet que finance l'Unicef cible 173 cellules d'animation communautaire qui seront mise en place à Kailo.

Meurtre de l'ambassadeur Luca : 5 personnes condamnées à perpétuité, pour le meurtre de l'ancien ambassadeur d'Italie, son garde du corps et son chauffeur congolais. Ces prévenus, faisant tous partie du groupe armé et terroriste du M23, ont été arrêtés par les services de défense et de sécurité de la RDC. Après ce verdict, les parties civiles : la République d'Italie et la famille des victimes italiennes se sont déclarés satisfaites.

Djugu : des miliciens de la Codeco abattent 2 taximen motos à Bambu. Ces assaillants ont emporté les motos et d'autres biens de ces motards qui provenaient de la cité de Mongwalu pour se rendre à Bunia. Pour la société civile de l'Ituri, ce drame dénote l'absence totale de l'autorité de l'Etat sur le tronçon Iga-barrière-Mongwalu.

IXe Jeux de la Francophonie : réalisation des spectacles artistiques à l'UPN. Des artistes, accompagnés de la mascotte des IXe Jeux de la Francophonie ont réalisé, le 7 avril, des spectacles à l'Université pédagogique nationale, à Kinshasa. Ils ont voulu ainsi susciter l'engouement et l'adhésion de la population à ces prochains jeux. Pour le superviseur de la Commission animation périphérique, « Nous saluons la mobilisation des étudiants de l'UPN de pouvoir nous rejoindre dans cette mission de promouvoir les Jeux de la Francophonie. Les jeunes, c'est la jeunesse. Nous sommes là pour sensibiliser plus de jeunes à pouvoir participer à ce projet qui va faire rayonner la RDC ».

Les IXe Jeux de la Francophonie se tiendront du 26 juillet au 6 août 2023 à Kinshasa.

Samedi 8 avril.

Le ministre Kamba mobilise pour gagner le pari de la couverture de santé universelle. Cependant, plusieurs défis restent à relever pour gagner le pari de la couverture de santé universelle en RDC. Le ministre a cité le manque d'infrastructures et équipements sanitaires, répondant aux normes fixées par l'OMS. Il a déploré les déséquilibres dans l'organisation des filières et le manque de répartition équitable dans la formation entre les milieux ruraux et urbains ainsi qu'entre les structures sanitaires. Placée sous le thème : « Santé pour tous », la journée mondiale de la santé devrait servir de tremplin à la RDC pour un saut vers l'avant.

Enrôlement des électeurs au Maniema : un groupe de réflexion dénonce le non-respect de la cartographie par la Ceni. D'après le coordonnateur principal du Groupe de réflexion et d'analyse pour le développement du Maniema, Mutuza Kandolo, le problème repose dans les limites des territoires de Kasongo et Pangî dans les Ikama. En effet, le bureau d'enrôlement des électeurs de Kasongo se retrouve à Bause 2 ; alors que cette partie se trouve sur le sol du territoire de Pangî. Le secrétaire exécutif de la Ceni/Maniema, parle d'un conflit qui date et qui n'appartient pas à la Ceni de trancher. Pour lui, il revient aux autorités locales de régler cette question.

Tshopo : 2 morts à la suite d'un conflit foncier à Lubunga. « La communauté Mbole accuse la communauté Lengola de s'approprier de leur terre et puis de vendre des portions de terre auprès d'une société de la place, Cap Congo. Il semble que c'est le chef Bony de la communauté Lengola qui serait l'auteur de cette vente là... » Hormis des dégâts matériels, quelques blessés ont été enregistrés de part et d'autre.

2 militaires jugés pour meurtre des jeunes de l'UNAFEC à Lubumbashi. Au cours de cette audience, le ministère public est revenu sur les événements du 23 mars dernier, aux cours desquels plusieurs jeunes de l'UNAFEC ont trouvé la mort. Pour lui, au quartier Bongonga à la hauteur du pont « Moïse » jeté sur la rivière Naviundu, ces militaires ont tiré sur les jeunes de ce parti qui étaient en train de ravir les motos des passants. Lors de ces incidents, six morts bien identifiés ont été enregistrés. Pour leur part, les prévenus ont reconnu avoir été dépêchés par leur commandant pour rétablir l'ordre car les jeunes de l'UNAFEC ravissaient les motos des

mains de leurs détenteurs. Arrivés sur place, ils ont été pris à partie par ces jeunes, qui ont même voulu leur ravir les armes, c'est en se disputant l'arme qu'un militaire a reconnu avoir tiré une fois par terre et quatre fois en l'air sur recommandation de son commandant. Les deux militaires ne reconnaissent pas avoir tué qui que ce soit.

Kinshasa : 2 présumés trafiquants des drogues aux arrêts. Ils ont reconnu avoir respectivement avalé 80 et 72 boulettes de cocaïnes. Ils ne sont pas à leur première opération. D'habitude ils bénéficient de plusieurs complicités dans l'armée, la justice et le monde des affaires. Une enquête est en cours pour démanteler ce réseau des trafiquants.

Félix Tshisekedi instruit le Gouvernement de viabiliser la Caisse nationale de péréquation. Le Président Félix Tshisekedi a instruit, le 7 avril, le Gouvernement de tout mettre en œuvre pour viabiliser la Caisse nationale de péréquation, afin de booster le Programme de développement local de 145 territoires (PDL145T). La Caisse nationale de péréquation est chargée d'assurer la solidarité nationale, en luttant contre les disparités en matière de développement entre les entités territoriales.

Nord-Kivu : près de 60 écoles ont perçu des frais illégaux de stage. Dans ce rapport publié le 3 avril, ces élèves pré-finalistes ont été obligés, par leurs écoles, de déboursier entre 10 et 40 USD pour être affectés dans un lieu de stage. L'équipe des enquêteurs constituée de cinq élèves, a organisé des descentes sur le terrain, sans atteindre toutes les écoles secondaires qui composent la province éducationnelle Nord-Kivu 2, faute de moyens. Le coordonnateur de cette structure, affirme que cette pratique est interdite par l'arrêté du gouverneur du Nord-Kivu de septembre dernier, portant fixation des frais scolaires pour l'année scolaire 2022-2023. Cet arrêté stipule que les frais de stage s'élèvent à 5 USD par trimestre, une somme que les élèves payent déjà dans les frais techniques.

Beni : 21 personnes tuées à la machette lors d'une attaque attribuée aux ADF dans la localité de Misenge, du groupement de Batangi-Mbau dans le territoire de Beni. Un véhicule, des motos et des vélos ont également été incendiés par ces rebelles. Le chef du groupement de Batangi-Mbau, affirme que la plupart des victimes ont été exécutées dans leurs champs. Il parle d'un bilan qui pourrait s'alourdir après la fouille.

Audit de l'IGF sur le contrat chinois : arrestation de trois anciens hauts cadres de l'Agence congolaise de grands travaux. Il s'agit de M. Bisimwa, Charles Médard Ilunga, et de M. Willy Mbonda, respectivement deux anciens directeurs généraux et un directeur chargé des finances. Le parquet général les poursuit pour détournement des fonds, au regard des résultats des enquêtes menées, dans ce dossier par l'Inspection générale des finances (IGF) dans le cadre du contrat sino-congolais. L'Inspection générale des finances de la RDC a, dans un rapport sur le contrat signé, en 2007, entre un consortium des entreprises chinoises et l'Etat congolais, dénoncé le caractère déséquilibré de ce marché et la surfacturation de certaines infrastructures. La partie chinoise a attribué cette surfacturation à la partie congolaise.

Kinshasa : inauguration du Centre Hospitalier du Camp Tshatshi destiné aux éléments de la Garde républicaine et à leurs dépendants, ainsi qu'aux populations riveraines souhaitant s'y faire soigner. Cet hôpital comprend des services d'hémodialyse, d'imagerie médicale, un bloc opératoire, un laboratoire d'analyse, des chambres d'hospitalisation et un auditoire. Le ministre de la Santé publique, hygiène et prévention, a indiqué que les travaux de cet hôpital ont pris trois ans. Sa construction s'inscrit dans le cadre du programme de couverture santé universelle pour les soins de qualité et accessible à toute la population congolaise.

Beni : découverte d'ossements humains d'une cinquantaine de personnes à Ntoma, dans le groupement de Malambo, territoire de Beni. Le premier vice-président de la société civile du Nord-Kivu affirme que cette découverte macabre a été faite par des cultivateurs. Les victimes seraient des otages des ADF, exécutés entre 2021 et 2022. Il invite l'armée congolaise et ses partenaires de l'UPDF à intensifier les opérations militaires dans la zone pour en finir complètement avec le phénomène ADF et libérer cette zone.

Ituri : environ 440 personnes tuées au premier trimestre dans le territoire de Djugu, selon un rapport des services de sécurité. Selon le document, les exactions des groupes armés, dont essentiellement la milice Codeco, ont atteint le pic au cours de ce premier trimestre de l'année 2023. Le rapport des services de sécurité renseigne que plus de 170 cas d'incursions des miliciens ont été enregistrés dans les différentes localités. Ainsi 333 civils ont été tués et 125 autres pris en otage et des dizaines disparus. Le rapport note aussi que 72 miliciens ont été neutralisés et plus de 60 blessés pendant les combats contre les Fardc et d'autres forces négatives dans la région. Du côté de l'armée, il y a 42 morts dont deux colonels et des armes qui ont été récupérées par la milice Ccdeco. On déplore également des dégâts matériels dont l'incendie de 700 maisons avec comme conséquence le déplacement de milliers d'habitants ainsi que le pillage des biens de la population.

Le cardinal Ambongo invite les Congolais à œuvrer pour le retour de la paix et faire échec aux vellétés de balkanisation du pays. L'archevêque de Kinshasa, a appelé le 8 avril, dans son message de Pâques, à œuvrer pour le retour de la paix dans la partie orientale du pays et dans le territoire de Kwamouth. « Un projet de loi sur la congolité, à la veille des élections, nous divise davantage plus qu'il nous unit. Au lieu de nous focaliser sur l'examen d'une telle loi qui nous divise, nous ferions plutôt mieux de nous resserrer les coudes pour déceler le jeu funeste des ennemis de notre patrie avec leurs vellétés de balkanisation de notre pays.... En ce moment singulier de l'histoire de notre pays, nous avons un urgent besoin des gestes et des lois qui rapprochent, plus que des actes et des dispositions qui nous dressent les uns contre les autres. Voilà pourquoi j'interpelle la conscience et la responsabilité de tout un chacun pour que notre agir et nos décisions ne nous fragilisent pas de l'intérieur, ni ne nous affaiblissent au profit de l'ennemi ». En cette année électorale, il a invité « chacun à se préparer pour un vote responsable qui contribuera à l'avènement d'un Congo plus beau qu'avant ». Dans un autre message lu le 8 avril, Mgr Donatien Nshole, secrétaire général de la Cenco rappelle « la RDC, sortira de son état grabataire actuel si et seulement si ceux qui le gouvernement le font dans la crainte de Dieu en ne visant que le bien de tous et non les intérêts personnels. En cette année électorale, la responsabilité de chacun de nous est engagée pour faire des choix judicieux, objectifs, des personnes capables de former des coalitions non pas des prédateurs, mais des hommes prêts à se sacrifier pour servir Dieu en servant le prochain ».

Dimanche 9 avril.

Ituri : plus de 500 véhicules bloqués sur le tronçon Bunia-Mahagi et exposés aux attaques des groupes armés. Selon les transporteurs, il y a plusieurs bourbiers sur cette route notamment à Lopa, Gina, Matete, Nyapala, Pitso, Pimbo, Wala et Libi où plus de 500 véhicules transportant de carburant et autres produits de première nécessité sont bloqués. Ce qui profite aux groupes armés qui ont pillé certains véhicules le samedi à Gokalu dans le territoire de Djugu après avoir menacés de morts les passagers. La société civile de l'Ituri lance une alerte au gouvernement national pour réhabiliter cette route qui reste la seule pour ravitailler l'Ituri. D'autres routes nationales en Ituri dont Bunia-Beni et Bunia-Kisangani sont également très délabrées et font face à l'insécurité liée à la présence des rebelles ADF.

Kongo-Central : reprise de la traversée entre Luozi et Songololo par bac. Cet arrêt de service du bac a préjudicié le commerce des produits agricoles périssables dans le territoire de Luozi. Pour l'écu de Luozi, la vétusté de ce bac représente un risque de catastrophe fluviale. Ce bac d'une capacité de 35 tonnes, géré par l'Office de route, fonctionne tant bien que mal, depuis samedi matin après 4 jours d'arrêt à cause d'une panne au niveau de ses deux moteurs. Il a été mis en service en 1997, en remplacement de celui qui avait fonctionné durant 41 ans, avant de chavirer en 1995 causant la disparition et la mort de plusieurs personnes.

Bukavu : Vital Kamerhe appelle la population à lutter contre la corruption et à bannir le tribalisme. Il a aussi invité les jeunes à se mettre au travail. Il s'est adressé à la population lors d'un discours sur la Place de l'indépendance dans la commune d'Ibanda. Le ministre de l'Economie a aussi indiqué que « le gouvernement fait tout pour promouvoir les petites et moyennes entreprises locales pour mieux lutter contre l'inflation monétaire ».

Martin Fayulu appelle à l'organisation des élections crédibles et apaisées pour contrer « le projet de balkanisation de la RDC ». Le président de l'ECIDE a ainsi appelé le président de la Commission électorale nationale Indépendante, à publier sur le site internet de cette institution les nombres et les noms des électeurs inscrits par circonscription. Au cours de cette conférence de presse, il a passé le flambeau de la présidence tournante de LAMUKA au président du parti Front pour un nouveau type de Congolais.

La Cenco exhorte les Congolais à l'espérance en la restauration de la paix. Les évêques catholiques ont adressé ce message aux fidèles à l'occasion de la célébration de la Pâques ce dimanche. Cette fête chrétienne consacre la résurrection du Christ. « Chers frères et sœurs, la résurrection du Seigneur nous concerne dans la mesure où elle ouvre l'espérance en notre propre résurrection. Malheureusement, chez nous en RDC, cette espérance est mise à l'épreuve par la situation tragique dans laquelle se trouve notre pays où le spectre de la mort s'installe de façon durable depuis quelques décennies... Considérant le fait que la résurrection de Jésus est la réalisation d'une promesse longtemps attendue, d'aucuns se demandent si Dieu a oublié sa fidélité envers la RDC. Loin de là ! La Pâques est effectivement semence de vie, la résurrection du Seigneur renferme la promesse d'un monde nouveau ».

Rome : le Pape demande que les violences cessent en RDC. « Hâtons-nous de parcourir des sentiers de paix et de fraternité », a lancé le Pape François. Il adresse ce message après son voyage apostolique en RDC où il avait notamment rencontré les victimes d'exactions des groupes armés dans la partie orientale du pays. Le pape avait appelé les Congolais à ne pas tomber dans la violence et la haine : « Dès le début de mon voyage, je souhaite donc lancer un appel : que chaque congolais joue son rôle. Que la violence et la haine n'aient plus de place dans

le cœur et sur les lèvres de quiconque, car ce sont des sentiments inhumains et anti-chrétiens qui paralysent le développement et ramènent en arrière, vers un sombre passé ».

Pâques à Beni : une célébration entre joie et tristesse. Le contexte sécuritaire qui prévaut dans cette partie de la RDC demeure en effet la principale préoccupation des populations. Les fidèles disent célébrer la Pâques en ayant une pensée pour toutes les victimes des massacres des ADF et des groupes Mai-Mai dans la région. Malgré la menace permanente que constitue la présence de ces groupes armés dans le milieu et le risque d'attentat dans les lieux de culte, ces fidèles qui semblent s'être fait à cette situation affirment ne plus avoir peur. Si certains adultes, s'inclinent devant une réalité où les tueries font partie du quotidien de leur région ; Arielle âgée de six ans, elle, n'en peut plus. Accompagnée de sa mère et de sa jumelle, elle dit « je suis venue prier parce qu'aujourd'hui c'est le jour de Pâques, qu'on ne tue plus les jeunes ».

Ituri : 10 personnes tuées en deux jours aux villages Akwe et Lidda par des miliciens. Parmi les victimes, il y a sept civils qui étaient fusillés jeudi 6 avril par un milicien en état d'ivresse qui s'est lui-même donné la mort après le drame. Quatre autres personnes ont été abattues samedi pendant qu'elles se rendaient dans un lieu de deuil.

IXe jeux de la Francophonie: les travaux de construction et aménagement des sites exécutés à environ 80%. Le Président de la République a inspecté, tour à tour, le gymnase et le stadium de basketball réhabilités. Le gymnase est constitué de deux terrains réservés aux compétitions, d'une capacité respectivement de 3000 et de 2000 places. Les travaux de cet ouvrage sont exécutés à 80%. Il ne reste plus que l'installation de la climatisation centrale. "D'ici fin mai au plus tard, tout pourrait être fait", a confié un des prestataires. À l'Université de Kinshasa, le Chef de l'État a visité quelques homes destinés à l'hébergement des athlètes. Au total, 1950 chambres sont déjà disponibles alors que 4000 athlètes sont attendus dans cet espace universitaire.

Lubero: 6 morts et 13 blessés à la suite des échauffourées entre la population, les Fardc et des écogardes, à Tumbwe. Les échauffourées ont éclaté après que cette équipe conjointe Fardc-gardes parcs a démolit des gîtes des villageois construits sur cette terre considérée comme partie intégrante du parc national. « Une délégation est déjà en route pour établir les responsabilités. Nous demandons à la population de se calmer, nous allons établir les responsabilités et les coupables seront déférés à la justice militaire », a soutenu le capitaine Antony Mwalushay.

Les femmes de la société civile du Nord-Kivu pour une force régionale impartiale et sensible à la souffrance des populations. « Que la Force régionale des Etats de l'Afrique de l'Est soit impartiale dans les opérations et dans les décisions et que la protection des civils soit une urgence de leurs opérations. Nous avons insisté sur l'ouverture des couloirs humanitaires parce qu'aujourd'hui le prix de la nourriture et de tout ce qui fait vivre la population de Goma a augmenté. Nous avons discuté par rapport au retour des déplacés. Nous avons besoin de voir la réouverture des couloirs humanitaires pour permettre à ce que les populations puissent vaquer librement à leurs occupations ».

Kindu : l'ASBL Initiative plus Olive Lembe Kabila fête Pâques avec les enfants orphelins, militaires et civils des camps Lwama et Makuta, mais aussi ceux de la commune Alunguli. Ces enfants orphelins étaient accompagnés de leurs membres de famille. L'ASBL a aussi partagé ces mêmes moments avec des veuves militaires et les prisonnières de la prison centrale de Kindu, à qui l'on a remis des pagnes et une enveloppe, pour leur survie, dont le montant n'a pas été révélé.

Butembo : l'UAC, une université des prêtres Assomptionnistes, ouverte à la formation des laïcs. L'Université de l'Assomption au Congo (UAC), institution privée catholique d'enseignement supérieur et universitaire en République Démocratique du Congo implantée dans la ville de Butembo, est une initiative prise et réalisée par les Pères Assomptionnistes. Cette structure universitaire existe et fonctionne donc sous la responsabilité morale des prêtres augustins de l'Assomption ou Assomptionnistes. Mais elle a ouvert ses portes aux laïcs pour leur formation dans les facultés qu'elle organise, pour contribuer au développement de la ville de Butembo et ses environs, mais aussi celui de la RDC.

Kinshasa : 120 détenus ayant déjà purgé leurs peines traînent encore dans la prison de Makala. « Des détenus qui sont en prison alors qu'ils ont déjà purgé leurs peines. Ces anomalies et irrégularités ont été relevées. C'est plus de 120 détenus concernés. C'est grave », s'est indignée la ministre de la Justice. Elle a procédé à la libération conditionnelle de 131 prisonniers. Aussi, a-t-elle remis plus de 1000 matelas aux pensionnaires de Makala.

Lundi 10 avril.

Tshopo : AREP lance la pétition contre la balkanisation de la RDC. Pour le Parti politique Agissons pour la République, les déclarations de certains officiers de la Force de l'EAC ne rassurent pas. Alors que le gouvernement congolais l'avait annoncée comme une force qui venait le soutenir pour mettre fin à la rébellion du M23 et aux groupes armés, cette force n'a pas le mandat offensif. « La population doit s'auto prendre en charge. Comment ? En montrant sa position, en signant la pétition, on peut, par exemple, organiser des villes mortes pour dire nous sommes contre la balkanisation de notre pays, on peut organiser des marches, des émissions, on n'en parle presque pas ». Bien des cadres de ce politique et plusieurs journalistes ont signé cette pétition. Ces derniers déclarent avoir posé cet acte en tant que Congolais et leaders d'opinion afin de donner un exemple à d'autres compatriotes.

Kinshasa : les magistrats dénoncent la disparition d'un dossier à la Cour de cassation. Les magistrats de la RDC dénoncent la disparition de leur dossier sur un conflit foncier à la Cour de cassation. Ce conflit les oppose à des particuliers de Maluku à Kinshasa. Pour le conseiller à la Cour d'appel de Kinshasa-Matete, il s'agit là, d'un scandale judiciaire qui déshonore la plus haute juridiction judiciaire de la RDC en matière de cassation.

Bukavu : manifestation de colère des vacataires de SOCOC. Deux mois depuis que les travaux de reprofilage et d'asphaltage du tronçon routier appelé "Tous travaux" ont débuté, mais, les ouvriers employés sur ce chantier crient à la misère, faute de salaire. Leur nombre pourrait dépasser les 200 personnes et chacun gagne 3 dollars par jour. Les manifestants jurent de maintenir leur position jusqu'à l'apurement de leurs arriérés de salaire.

Kinshasa: plus de 100 femmes réfléchissent sur l'implantation d'un réseau des femmes pour la promotion de la parité. Le G100 est un groupe autonome de 100 femmes leaders du monde entier, soutenu par les champions et 100 présidents de pays, qui mène un puissant plaidoyer sur la parité à travers le monde. Les femmes congolaises réunies à Kinshasa ont décidé de travailler pour l'organisation du forum économique de femmes qui va avoir lieu en 2024. « En tant que G 100, nous sommes là pour pouvoir mettre en place les programmes d'accompagnement sur le terrain que nous devons discuter entre nous parce que c'est un travail commun entre femmes ».

Tanganyika : le calme est revenu à Tembwe après des tensions entre twa et bantous. Ces troubles survenus à 4 km de Tembwe ont fait trois morts et quelques blessés, le 8 avril. A la base de ces incidents, le refus par un bantou de payer les twa qui cultivaient son champ. Dans la dispute, un twa a été tabassé et en représailles ses proches ont attaqué un village des bantous.

Lubero: des casques bleus de la Monusco visés par une attaque armée à Mihobwe. Un convoi des casques bleus indiens de la Monusco a été attaqué par des hommes armés non identifiés ce 10 avril. Les casques bleus ont alors riposté. Ils ont été appuyés par des militaires Fardc basés à Kasando, un village proche, avant la fuite des assaillants. Aucun blessé ni mort n'a été enregistré de part et d'autre.

Nord-Kivu : la population de Kishishe et Bambu sensibilisée à la vigilance face aux engins non explosés. « Nous demandons aux retournés qui sont dans les villages de Kishishe, Kirima, Kibungu, et ceux qui cultivent à Mozambique, Kahumiro, Lushebere, de tirer beaucoup d'attentions s'ils voyaient un engin non encore explosé, qu'ils aillent informer les autorités au niveau de l'agglomération, et mettre là-bas un signe en vue d'éviter tout drame humanitaire contre la population ».

Kindu : la station-service Sonahydro endommagée à la suite d'une érosion. Dans la nuit de samedi à dimanche, la partie où se situe les principales pompes de la station-service Sonahydro, s'est effondrée après plusieurs jours de menace d'affaissement à cause d'un ravin qui s'est creusé sur la chaussée, au croisement du boulevard Joseph Kabila et l'avenue du 4 janvier. La voirie se détériore davantage. Mais le gouvernement provincial dit qu'il ne saura pas financer ces travaux qui exigent un grand financement.

Kindu : le REMED forme des journalistes radio sur la communication pour le développement social et les pratiques familiales essentielles. Cette formation est organisée par le Réseau des médias pour le développement, en collaboration avec la Division provinciale de la communication et média, appuyée par l'Unicef. Elle entre dans le cadre de la mise en œuvre du projet de renforcement de l'engagement communautaire en faveur de la vaccination et l'amélioration de la demande des services du Programme élargi de vaccination (PEV) de routine dans la zone de santé de Kailo. La formation aidera les journalistes à produire et à diffuser des formats radiophoniques adaptés.

Mbuji-Mayi : hausse de prix des produits de première nécessité. Le gouvernement provincial attribue cette surchauffe des prix à l'enclavement de la province, à l'impraticabilité des routes et au manque des wagons de la

Société nationale des chemins de fer du Congo (SNCC) pour le transport des marchandises des opérateurs économiques du Kasai-Oriental. Plusieurs produits ont doublé de prix et d'autres ont même triplé.

Nord-Kivu : retrait progressif du M23 et déploiement des contingents de l'EAC. Ce lundi, une délégation du Mécanisme de vérification ad hoc effectue une mission vers Kitshanga pour vérifier le retrait effectif des rebelles sur cet axe Sake-Kilolirwe-Kitshanga-Mweso. Déjà, des sources locales confirment la présence des positions des troupes burundaises de l'EAC dans ces cités, y compris la localité de Mushaki, sur l'axe Sake-Masisi-Centre. Toutefois, d'autres sources contactées dans la région, déplorent le maintien, selon elles, des positions des rebelles du M23 sur les axes Kibumba-Rumangabo ; où se sont déjà déployés les contingents kenyans et sud-soudanais.

Nord-Kivu: 24 morts lors d'une attaque des ADF à Beni. Une journée ville morte en signe de deuil a été décrétée ce 10 avril à Oicha, chef-lieu du territoire de Beni, par la société civile locale. Celle-ci proteste contre l'attaque, vendredi dernier, des rebelles des ADF dans la localité de Misenge, du groupement de Batangi-Mbau.

La Monusco déploie le matériel de la Ceni en Ituri, ce 10 avril un lot du matériel de la Ceni, dans les territoires d'Aru et de Mahagi (Ituri). Selon la Ceni, plusieurs bureaux d'enrôlement étaient presque en rupture de stocks de certains kits dont des cartes d'électeurs. Deux hélicoptères de la Monusco ont servi pour le transport de ce matériel.

Butembo : un autre centre d'enrôlement des électeurs attaqué par des hommes armés, dimanche 9 avril à Malende, à l'extrême ouest de Butembo. Un policier de garde a été grièvement blessé à l'arme blanche par ces inciviques, qui ont emporté son arme. Après cet incident, d'autres policiers et militaires commis à la garde du même centre ont confisqué les kits d'enrôlement ; avant d'être persuadés par leur hiérarchie de les remettre. Ils réclament le paiement de leurs arriérés de salaires.

Mardi 11 avril.

Desserte de l'électricité en RDC : le directeur général de la SNEL interpellé à l'Assemblée nationale. De 78 demandes de parole, 51 députés se sont relayés à la tribune vendredi dernier pour poser des questions de fond sur la problématique de la desserte de l'électricité dans le pays et 27 ont clôturé ce débat lundi. « Le DG Lusinde n'a aucun chronogramme, malgré le chapelet de bonnes intentions. Le texte présenté par le DG ne suffit pas, la population a besoin de résultat », a poursuivi un autre député. A sa charge est mis un détournement de 35 ou 55 millions USD, certaines langues parlent de 127 millions USD. « Qu'a-t-il fait avec cet argent ? », s'est interrogé un dernier intervenant, visiblement excédé par la qualité des services que l'opérateur public offre à ses électeurs. Après ce tour de tables, le DG Fabrice Lusinde a sollicité et obtenu de la plénière un délai de 48 heures pour répondre à toutes les préoccupations soulevées par la représentation nationale.

Tshopo : le bilan du conflit foncier entre les Mbole et Lengola s'alourdit, 7 morts. Trois nouveaux morts ont été enregistrés ce 10 avril lors des affrontements entre la communauté Mbole et Lengola au PK 21 sur l'axe Kubagu dans le village 8 B. Ceci porte à sept le nombre des personnes tuées depuis le début de ce conflit vendredi dernier. Selon des témoins, chaque partie cherche à venger ses frères tués au cours de ces affrontements. La société civile alerte les autorités compétentes sur ce conflit d'origine foncière, qui prend des allures très inquiétantes.

Tshopo : Mgr Marcel Utambi appelle les autorités à assumer leur responsabilité face à l'insécurité à Kisangani. « La situation vécue actuellement dans la ville de Kisangani est inacceptable ». Même en plein jour, des commerces ainsi que des maisons d'habitations sont attaqués sous l'œil de l'Etat, déplore le prélat catholique. Il demande à la population de se prendre en charge si rien n'est fait. Lundi 10 avril, le philosophe St Augustin a échappé à un incendie d'origine criminelle. C'était une tentative d'un groupe de personnes de la communauté Komo qui essayaient de « récupérer la terre de leur ancêtre » alors que ce patrimoine de l'archidiocèse de Kisangani est couvert par des documents fonciers en bonne et due forme.

Mongala: d'énormes dégâts matériels répertoriés à la suite des pluies diluviennes à Lisala. Des toitures de plusieurs écoles ont été emportées, des routes coupées et des marchés engloutis. Par ailleurs, de nouvelles têtes d'érosion se sont créées non loin du stade Matata Sport déjà effondré. La menace guette la salle polyvalente, récemment réhabilitée par le gouvernement central ; mais aussi la cathédrale Saint Hermès et les différents bâtiments connexes de l'évêché du diocèse de Lisala. A certains endroits, la mairie procède au creusage des puits de rétention des eaux de pluie et à la pose des sacs de sable au niveau des ravins.

Maniema : plusieurs tuberculeux manquent des médicaments à cause du conflit administratif au sein de la Centrale d'achat et de distribution des médicaments essentiels (PNLT). Depuis trois mois, en effet, la Camema ne distribue plus de médicaments dans les zones de santé comme auparavant à cause d'un conflit de leadership au sein du conseil d'administration. Tous les comptes bancaires ayant été gelés à la suite de ce conflit, la Camema est dans l'incapacité de distribuer des médicaments contre le Paludisme, le VIH/SIDA et la Tuberculose.

L'usurpation d'identité numérique et le Fake news désormais punis par la loi. L'accès non autorisé aux données personnelles, en passant par des usurpations d'identité, des tromperies jusqu'aux informations mensongères, des Fake news et autres diffamations sont désormais punis par la loi en RDC. En effet, le Président de la République a promulgué en fin de semaine dernière la loi portant code du numérique.

Sud-Kivu : Théo Ngwabije revient à la tête de la province alors que la tension persiste avec les députés provinciaux. Le gouverneur du Sud-Kivu avait quitté son cabinet de travail il y a 45 jours, après sa déchéance par l'assemblée provinciale, à la suite d'une motion de censure votée depuis novembre 2022. Cette reprise de fonctions est consécutive au message du vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, Sécurité et Affaires coutumières, du lundi 10 avril. Cependant, le même groupe des députés provinciaux de la motion vient, une fois de plus, de déposer une nouvelle motion de censure contre le gouvernement provincial. Déposée lundi au bureau de l'assemblée provinciale, la motion a été signifiée le jour même, au cabinet du gouverneur Ngwabije.

Sud-Kivu: la Cour militaire acquitte un officier des FARDC et un chef milicien accusés des crimes graves. Le colonel Alunda Kapopo était poursuivi pour crimes contre l'humanité par meurtre, viol, torture, pillage ; et d'autre part, pour crimes de guerre par attaques d'une population civile, attaques de biens protégés et autres actes inhumains. Le juge a estimé que le parquet n'a pas fourni les preuves suffisantes pour soutenir la culpabilité du prévenu et prétendre le condamner à la servitude pénale à perpétuité. Ainsi, il a été simplement acquitté. Quant au leader de la milice Raia Mutomboki, Charlequin Takungomo Mukambilwa, la Cour militaire affirme avoir suivi les réquisitions du ministère public qui s'est dédit, en requérant l'acquittement du prévenu.

Nord-Kivu : le M23 poursuit son retrait de certaines positions. Les rebelles du M23 se sont retirés totalement de la chefferie de Bwito, dans le territoire de Rutshuru (Nord-Kivu), ce 11 avril. Dans la chefferie de Bwisha, les combattants du M23 sont moins visibles, ce mardi, à Kiwanja mais maintiennent toujours leurs positions dans une dizaine d'agglomérations stratégiques de cette partie du territoire de Rutshuru notamment sur l'axe Rutshuru-centre-Bunagana, mais aussi l'axe Rutshuru centre-Rugari-Kibumba.

Beni : découverte de 5 corps en décomposition à Musandaba, un village du groupement Batangi-Mbau du secteur de Beni-Mbau. Ceci qui porte à vingt-six, les civils tués dans leurs champs, le 7 avril, par des ADF.

Le député Djorry Ngandu déplore le retard dans la mise en œuvre du PDL 145 à Luebo. « On n'a pas de routes, on n'a pas d'eau, on n'a pas d'électricité. Nous n'avons rien, même dans le cadre du programme des 145 territoires, nous ne voyons pas ce qui peut être fait ». Il demande au chef de l'Etat de s'impliquer personnellement pour le désenclavement du chef-lieu de ce territoire qui abrite le siège épiscopal du diocèse de Luebo.

Ituri : l'administrateur de Djugu appelle les groupes armés au respect de l'acte d'engagement à la paix et à cesser des tueries. Les groupes armés Codeco et Mouvement d'autodéfense populaire de l'Ituri (Mapi) multiplient des actes de provocation qui ont entraîné le meurtre d'au moins 16 personnes depuis le 6 avril dans certains villages dans le territoire de Djugu. Face à l'escalade des actes de provocation, l'administrateur lance un appel au respect de l'acte d'engagement unilatéral de cessation définitive des hostilités en Ituri et l'accord de Nairobi.

Beni : la société civile alerte sur la présence des ADF à Beni-Mbau. « La société civile appelle la population d'être très vigilante car l'ennemi est en train de circuler dans la brousse de cette contrée sans être inquiétée. Il est en train de kidnapper plusieurs personnes et de tuer d'autres » et demande à la force basée dans cette contrée de faire des patrouilles et de neutraliser les ADF qui viennent de tuer plusieurs personnes dans les localités du coin.

Kinshasa : incendie à l'académie de beaux-arts, plus de peur que de mal, selon le directeur général. Selon lui il y a eu court-circuit dans une paillette. L'incendie n'a brûlé que deux ordinateurs qui sont récupérables.

Goma : manifestation des jeunes contre la clôture de l'enrôlement des électeurs et l'insécurité. Certains jeunes ont placé plusieurs barricades sur la chaussée le long de certaines artères principales aux quartiers Katoyi, Majengo et Virunga. La Police a réussi à dégager les barricades et à rétablir l'ordre en fin de la matinée.

Haut-Katanga : le maire de Lubumbashi annule la nouvelle tarification du permis d'inhumation. Cette tarification concernait tous les cimetières de Lubumbashi où les frais d'inhumation étaient passés du simple au double voire au triple. Cette situation a créé une vive indignation dans l'opinion. La société civile avait projeté une marche. Mais avant, une délégation a rencontré l'autorité urbaine qui a remis la taxe comme c'était avant...

Non payés depuis 162 mois, les agents de la RVA/Gbadolite en détresse (Syndicat). Nombreux agents de la RVA/Gbadolite peinent à nouer les deux bouts du mois avec leurs dépendants. D'autres sont malades et ne peuvent pas aller à l'hôpital. Leurs enfants sont constamment chassés de l'école. Ces agents, en colère, avaient barricadé, le 9 mars, les entrées de l'aéroport international de Mowanda pour réclamer le paiement d'arriérés de leurs salaires.

Procès Mwangachuchu : le ministère public menace d'ajouter une nouvelle charge d'espionnage. Le ministère public dit, dans son rapport, s'intéresser aux passeports trouvés dans le coffre-fort : au total, nous avons 11 passeports, dont 4 ordinaires et 3 diplomatiques établis au nom de Mr Mwangachuchu. 42 munitions de guerre et armes lourdes, matraque électrique et autres ont été découverts dans la concession du député. Huit fardes renseignent que le prévenu est très intéressé par le développement du Rwanda et qu'il serait chef de la diaspora rwandaise en RDC. Il serait aussi actionnaire de RwandAir. Autorisé à l'époque d'avoir un détachement de 43 hommes congolais pour la sécurité de sa société minière, Edouard Mwangachuchu s'est retrouvé tantôt avec 73 puis 85 éléments tous des Tutsis du M23. « D'où est venu le surplus ? Pourquoi les éléments de sécurité viennent d'une seule communauté ? » s'interroge le ministère public.

Mercredi 12 avril.

Le projet PROADER sera implanté dans 6 autres provinces, après son lancement au Kasai-Oriental (chef de projet). Le Projet d'appui au développement de l'économie rurale (PROADER) est un projet du gouvernement attaché au ministère du Développement rural. Il bénéficie d'un financement de 67 millions USD dont 55 millions constituent le prêt de la Banque africaine de développement (BAD) et près de 3 millions des subventions pour une durée de 5 ans. L'objectif de ce projet est d'augmenter les revenus des ménages ruraux, de renforcer leur résilience, et de réduire la malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans. Le chef de projet ajoute que « les populations bénéficient de la logistique de ces entreprises pour accroître leurs superficies, parce qu'aujourd'hui au lieu que quelqu'un fasse un demi-hectare, avec le projet, on peut arriver à 1 h, 1,5 h ou 2 h par ménages ». Outre cet aspect économique, il y a des accords commerciaux ou l'entreprise va racheter cette production là pour permettre à la population d'avoir des revenus.

Bandundu : au moins 15 enfants malnutris parmi les déplacés de Kwamouth et Bagata. Un enfant est décédé, sur 15 autres touchés par la malnutrition aiguë sévère parmi les déplacés de Kwamouth (Mai-Ndombe) et ceux de Bagata, vivant dans la ville de Bandundu (Kwilu). Selon le directeur de cabinet du ministre provincial des Affaires sociales et Actions humanitaires du Kwilu, « ces déplacés meurent de faim. J'étais en contact avec le médecin qui est toujours proche de ces personnes déplacées. Et il m'a parlé d'au moins 15 cas de malnutrition très sévères auprès des enfants, sans compter les adultes. Et cela est dû aux mauvaises conditions dans lesquelles ils vivent, par la sous-alimentation, par le manque d'appui ». Il a évoqué aussi les installations hygiéniques, utilisés par ces personnes, qui ne sont pas appropriées et qui peuvent encore provoquer des épidémies auprès de ces déplacés.

Goma: « Les personnes non enrôlées obtiendront leurs cartes d'électeurs », rassure Patricia Nseyi. Le président du centre d'inscription va remettre les jetons à tous les requérants qui seront présents et ces requérants-là vont revenir à partir de demain, pour s'enrôler. La Ceni veut enrôler tous les requérants. Mais on ne peut pas aller les enrôler chez eux à la maison. Ils doivent venir vers les centres d'inscription pour se faire enrôler. Tout doit être finalisé d'ici le mois de mai pour pouvoir organiser les élections dans le délai. La distribution des jetons va se poursuivre ce mercredi 12 avril pour les retardataires.

Nord-Kivu : le chef d'Etat-major général des Fardc appelle les troupes à résister face au M23. Cet officier militaire a lancé cet appel lors de sa visite sur la ligne des fronts à Lupango et Kingi, située à une dizaine de km au Sud-Ouest de la cité de Sake, territoire de Masisi jusqu'à la position de Rusayo, située au pied du Nyiragongo, où se trouve la position la plus avancée des Fardc. Il a rappelé aux troupes leur rôle de protéger la population. Arrivé le 8 avril à Goma après l'étape de Beni et Bunia, il évalue les opérations militaires en cours au Nord-Kivu.

Nord-Kivu : 10 personnes kidnappées en l'espace de deux jours à Rutshuru. Les victimes en provenance de leurs champs dans le secteur de Buhimba sont tombées dans une embuscade d'hommes armés en tenue militaires et s'exprimaient en Kinyarwanda. La recrudescence de l'insécurité dans la zone de Kaharangi occupée par des groupes armés, dont le Collectif des mouvements pour le changement (CMC), affecte négativement les activités agricoles. La crise alimentaire qui touche actuellement le territoire de Rutshuru s'explique en partie par le dysfonctionnement de la saison culturale provoquée essentiellement par les événements du M23. La plupart des cultivateurs de Rutshuru sont en déplacement dans les zones sécurisées à Goma et les territoires de Lubero et Beni.

Insécurité Beni : la société civile appelle la population à travailler avec les autorités. Les incursions nocturnes ont repris surface dans la ville de Beni, accompagnées des cas de meurtre, coups et blessures et vol des biens de la population. Après analyse approfondie du contexte sécuritaire dans la région emmaillée aussi par des groupes armés locaux et étrangers, la coordination de la société civile urbaine de Beni recommande à la population de travailler avec les autorités de base et celles de tous les niveaux pour renforcer le dispositif sécuritaire.

Programme 100 jours : reprise des travaux de réfection des routes à Goma. La Société congolaise de construction (SOCOC) a repris, lundi 10 avril, les travaux de pose de la couche de roulement sur l'avenue du Gouverneur, au quartier Les volcans, à Goma (Nord-Kivu). Le directeur général de la SOCOC, a souligné qu'après, la SOCOC se propose de reprendre d'autres axes de Goma comme l'avenue Munzenze.

Bukavu : lancement de la Coopérative agricole de Kasha, dans la commune de Bagira. Situé à 6 km du centre de Bukavu et niché à plus ou moins 600 m d'altitude, les terres verdoyantes de Kasha en hauteur sont parsemées de cultures d'haricots, manioc et même de café. Mais, désormais, ces terres sont improductives. Ce qui a interpellé le ministre Gilbert Kabanda, natif de Kasha. Les membres de cette coopérative sont tous agriculteurs, voire éleveurs, dont certains mettent leurs terres à la disposition de cette structure pour exploitation après avoir payé 10 USD. Ils vont bénéficier d'un appui technique ainsi que d'un accompagnement pour mieux intégrer la vision commerciale dans tous les maillons de la production agricole. Il a en outre fait savoir que les bénéfices seront redistribués entre les membres au prorata des efforts investis.

Kinshasa : plaidoyer pour la création des centres de formation pour des enfants en rupture familiale. Un enfant en rupture famille à Kinshasa a appelé, le 11 avril, l'Etat congolais « la rue n'engendre pas d'enfants. La rue est une université qui forme des brigands et des kulunas. Que l'Etat puisse créer des cadres de formation un cadre de formation professionnelle de coupe et couture ». Cet enfant, a affirmé avoir vécu longtemps dans la rue et en a tiré les conséquences, avant de rejoindre l'orphelinat « C'est mon secret », dans la commune de Lingwala.

Kwango : 1 mort sur les 20 cas d'une maladie apparentée à la rougeole parmi les déplacés de Kwamouth à Batshongo. Le médecin directeur de l'Hôpital de ce village, a attribué la résistance de cette maladie à l'usage des produits indigènes par les parents. Il les a appelés à fréquenter la structure sanitaire ne fut que pour des premiers soins. Il a également exprimé la crainte de voir tous les enfants être contaminés à la suite de mauvaises conditions dans lesquelles ils vivent. Il a précisé avoir envoyé des échantillons à l'INRB à Kinshasa pour plus d'investigation.

Mbuji-Mayi : implantation d'une antenne de la Croix-Rouge à l'aéroport de Bipemba. « Dans les travaux de construction, nous nous préparons aussi, coté personnel humain, en cherchant à implanter la Croix Rouge sur place qui est en fait un organe qui assiste les sapeurs-pompiers et tous ceux qui peuvent être en danger. Avec l'implantation du corps de volontaire de la Croix Rouge à l'aéroport, ça permettra de sauver davantage des vies ».

Procès des jeunes UNAFEC : présentation d'une liste de 17 victimes fauchées par balle. La défense a voulu savoir si toutes ces victimes présentées ont un lien direct avec les événements du 23 mars dernier d'où sa demande de voir les parties civiles en apporter les preuves. Plusieurs témoins ont été présentés à l'audience de ce mardi, c'est notamment, les responsables des morgues de l'hôpital général de la commune de Kenya, celui de l'hôpital Sendwe, les responsables de la Croix-Rouge et ceux de l'UNAFEC et autres. Aucun des témoins n'a eu la parole pour expliquer ce qu'il en savait de ce drame. Après débat entre les parties, le tribunal militaire de Lubumbashi a reconnu que sa saisine a été régulière. La deuxième audience s'est tenue le mardi 11 avril à Lubumbashi au tribunal militaire de garnison de Lubumbashi, en présence des familles des victimes. Les uns n'ayant pas encore retrouvé les corps de leurs membres disparus et les autres qui cherchaient à savoir pourquoi

leurs enfants ont été tués, étaient toutes éplorées. Après des débats houleux, la prochaine audience est prévue pour le jeudi 13 avril.

Insécurité à Matadi : le maire de la ville lance l'opération « Ne me prends pas pour un mauvais ». Cette opération consiste à l'organisation des patrouilles mixtes, motorisées et pédestres, nocturnes et diurnes pour juguler l'insécurité dans la ville portuaire. Le maire a appelé les parents à surveiller leurs enfants, car la circulation des enfants mineurs au-delà de 20 heures est désormais interdite.

Est de la RDC : Bahati Lukwebo invite l'UE à s'impliquer pour le retour de la paix. Le président du Sénat, a lancé cette invitation au cours d'une audience accordée à l'ambassadeur de l'Union européenne, Jean-Marc Châtaigner. Ce diplomate a exprimé son soutien à la RDC tout en condamnant tous les acteurs impliqués dans cette guerre et a exigé le retrait immédiat des forces négatives dans l'Est de la RDC. Pour lui, il est temps de mettre en application les engagements pris à Luanda (Angola) et à Nairobi (Kenya).

Nord-Kivu : des barrières illégales levées sur des axes routiers dégarnis des rebelles du M23. Sur l'axe Sake-Kitshanga, territoire de Masisi, la force régionale de l'EAC dit avoir supprimé les barrières où les rebelles ont retiré, les deux derniers jours, toutes leurs positions. Dans certaines zones pourtant dégarnies des rebelles, des civils au service du M23 perçoivent des taxes d'au moins 500 USD par camion. Alors que du côté de RN 2, Goma-Kibumba-Rutshuru-Lubero, le trafic reste loin d'être rétabli complètement.

Nord-Kivu : la force régionale de l'EAC déjoue une attaque d'un groupe armé à Kibumba. « Des hommes armés ont tiré plusieurs balles dans la zone, incitant la force de réaction rapide à réagir ». Celle-ci les a repoussés avec succès et ont maîtrisé la situation sur le terrain. Ces combattants locaux seraient ceux du groupe armé «Wazalendu », qui s'est affronté dans la matinée avec les rebelles du M23 dans les groupements de Kibumba.

Ituri : 8000 enfants des déplacés du site de Kigonze mendient dans les rues de Bunia, afin de survivre. Ces enfants, dont l'âge varie entre deux et quatorze ans, déambulent à longueur de journée dans les principales artères de la ville de Bunia pour demander de l'argent. Avec les sommes collectées, ils peuvent acheter de quoi se nourrir. D'autres ramassent des restes de vivres parfois pourris et abandonnés ou se livrent au banditisme en agressant des passants, surtout pendant la nuit. Inquiets et désemparés, leurs parents demandent au gouvernement de restaurer l'autorité de l'Etat dans le territoire de Djugu pour leur permettre de rentrer chez eux et reprendre une vie normale.

Selon le président du comité de déplacés du site de Kigonze, ce phénomène s'est accentué depuis la suspension de l'aide humanitaire il y a environ sept mois. Certains enfants ont abandonné même les écoles à cause des conditions de vie difficile. Il s'inquiète pour leur avenir. Pour lui, la solution durable, c'est d'imposer la paix pour qu'ils retournent dans leurs milieux d'origine. Des milliers d'enfants sont dans des situations similaires dans les territoires de Djugu et Irumu, également affectés par les atrocités des groupes armés.

Jeudi 13 avril.

Tshopo : 16 Chinois de la société minière Xing Jiang arrêtés pour exploitation illicite à Basoko. La ministre provinciale en charge des mines, accuse cette entreprise de s'être livrée à l'exploitation illicite des minerais alors qu'elle n'en avait pas le droit : « La société Xing Jiang Mining était en possession d'un permis de recherche. Elle n'avait pas un permis d'exploitation. (...) Malheureusement, nous nous sommes rendu compte que cette entreprise était en train d'exploiter d'une façon illicite ». Elle rassure la population locale de la détermination des autorités provinciales à matérialiser la décision ministérielle portant suspension de toutes les activités de cette société.

La RDC à la tête du Groupe Afrique II des institutions de Bretton Wood. La RDC a pris la présidence le 11 avril du groupe Afrique II, constitué de 23 pays africains membres du FMI et de la Banque mondiale. C'est le ministre des Finances, qui a pris solennellement les commandes de ce groupe à Washington pour une durée d'un an, en marge des assemblées du printemps 2023 du FMI et de la Banque mondiale. Le mandat de la RDC à la tête de ce groupe sera axé sur le renforcement de la collaboration entre les pays de l'Afrique subsaharienne et les deux institutions de Bretton Woods. Il estime que les besoins en financement des pays africains sont toujours importants.

Mort de Gaby Bembi de Radio Okapi : le ministre Puela accuse la police de "grave violation des droits humains". "Des éléments de la Police nationale congolaise ont commis une grave violation des droits humains en publiant des images montrant la nudité des femmes présumées commanditaires de la mort de Monsieur Gaby Bembi ». Gaby Bembi, chauffeur de Radio Okapi, a été retrouvé dans la nuit de samedi à dimanche derniers dans

des circonstances non encore éclairées. Une enquête a été ouverte à ce sujet par la police congolaise et la Monusco.

Le Président Alain Berset de la Suisse entame sa première visite en RDC. Le Président de la Confédération helvétique, est arrivé le 12 avril à Kinshasa pour sa première visite officielle en RDC. Au cours de cette visite, placée sous le signe de l'aide humanitaire, il va se rendre sur le terrain dans l'Est du pays pour rencontrer les victimes de guerre. Ce jeudi matin, le Président Tshisekedi accueillera son invité au Palais de la Nation pour un tête-à-tête, au cours duquel seront abordés la coopération bilatérale RDC/Suisse et les sujets d'intérêt commun. Pour l'ambassade suisse de Kinshasa, cette visite permettra à Alain Berset de se rendre compte de la situation humanitaire dramatique des populations de l'Est et d'évaluer le travail et les besoins humanitaires ; au moment où la Suisse s'apprête à prendre la présidence mensuelle du Conseil de Sécurité des N.U. le 1^{er} mai de cette année.

L'Assemblée nationale recommande la destitution du DG de la SNEL de ses fonctions, à la suite d'une interpellation. Accusé de manquer de vision claire pour l'électrification du pays, ce mandataire de l'Etat n'a pas pu convaincre les députés nationaux lors de sa réplique. Devant la représentation nationale, il est revenu sur le plan d'action 2023-2027, portant sur le redressement de la SNEL. Une démarche qui n'a pas persuadé l'auteur de l'interpellation, ni l'assemblée plénière. Fabrice Lusinde avait été porté à la tête de la SNEL en octobre 2022, après avoir occupé les fonctions du directeur général adjoint. Il remplaçait à ce poste l'ancien DG, Bosco Kayombo.

Ituri : le MLC appelle les groupes armés à déposer les armes sans condition. Le cadre du parti politique, Mouvement de Libération du Congo, a appelé, mercredi 12 avril, les groupes armés locaux de l'Ituri à « saisir la dernière chance que leur accorde le chef de l'Etat pour déposer les armes sans condition ». D'après lui, « ceux qui refusent la main tendue du président de la République seront traqués par les Fardc pour imposer la paix en Ituri ».

Goma : l'ANAPECO sollicite l'exonération de certains frais scolaires en faveur des élèves déplacés. D'après le responsable provincial de l'Association nationale des parents d'élèves et étudiants du Cong au Nord-Kivu, cet appel vise également à interpeller les autorités du pays à avoir un regard particulier vis-à-vis de la vulnérabilité de ces milliers d'enfants et des parents déplacés de guerre. « A part l'école primaire où il y a la gratuité, en huitième et en quatrième des humanités, c'est payant. Où est ce que ces enfants trouveront ces moyens puisque leurs familles sont dépourvues de moyens. Nous demandons au gouvernement de donner des instructions par rapport à ces enfants-là, en déplacement, s'ils peuvent être exonérés de paiement de ces frais », a-t-il expliqué.

Beni : l'armée ougandaise lance les travaux de réhabilitation du pont jeté sur la rivière Talihya. Selon le porte-parole des opérations conjointes Fardc-UPDF, la réfection de cet ouvrage rendra fluide la circulation des convois militaires pour des besoins opérationnels et facilitera la circulation des personnes et leurs biens dans cette contrée. Ce pont relie les axes routiers Karuruma-Mwalika-Kalingati-Beni. En mars dernier, l'armée ougandaise (UPDF) a réhabilité, avec les Fardc, l'axe routier Eringeti-Kainama (Nord-Kivu).

Haut-Katanga : des Lushois demandent au gouvernement provincial d'encadrer les enfants en rupture des liens familiaux. La présence de ces enfants dans les rues est déplorée par des nombreuses personnes. Pour certains, ces enfants sont une menace pour la sécurité urbaine car, parfois, ils ravissent les biens de paisibles passants par les vols à la tire. Certains fument du chanvre et prennent de l'alcool à forte dose. Parmi eux il y a aussi bien des tous petits que des grands ; des jeunes filles mineures et des jeunes filles mères. Interrogés, certains de ces enfants ont indiqué être orphelins de père et de mère et qu'ils se retrouvent dans la rue pour avoir été chassés par les membres de leurs familles qui les accusent de sorcellerie. D'autres ont rapportés qu'ils préfèrent la rue parce qu'ils y trouvent « la liberté de faire tout ce qu'ils veulent » et pour d'autres encore, c'est l'état de pauvreté de leurs parents qui les pousse à fréquenter la rue. Le gouvernement provincial du Haut-Katanga a un centre d'encadrement pour cette catégorie d'enfants à Lukuni, à une cinquantaine de km de Lubumbashi sur l'axe Lubumbashi-Likasi. Mais il est difficile de savoir pourquoi, la plupart de ceux qui y sont conduits finissent par fuir pour se retrouver à nouveau dans les rues de villes de Lubumbashi, Likasi ou Kasumbalesa. Par ailleurs, il existe d'autres centres privés d'encadrement d'enfants en rupture des liens familiaux à Lubumbashi, mais ces structures manquent des moyens pour un encadrement efficace de ces enfants dont la plupart n'ont pas de familles à Lubumbashi.

Les élèves d'une école secondaire appellent à la réglementation de la traversée de la rivière Ituri. Les élèves de l'Institut Bernard Longo de Mambasa, originaires de Butembo, ont demandé, il y a quelques jours, aux autorités de réglementer la traversée de la rivière Ituri. Ils ont souhaité que ces autorités influencent la baisse du prix de la traversée de cet ouvrage. La traversée revient à 1 000 FC pour une personne et 10 000 FC pour le

motard alors que la voiture débourse la somme de 40 000 FC. Les travaux de réfection du pont Ituri, reliant la province du Nord-Kivu à la Tshopo et Haut-Uélé, sur la RN 44, ont débuté depuis environ deux semaines. Ils sont financés par le gouvernement provincial de l'Ituri et exécutés par l'Office des routes.

La cour d'appel de Kalemie confirme l'appartenance de la partie Nzulo au parc national des Virunga. « La cour d'appel a reconnu que la partie Nzulo est une aire protégée du parc national des Virunga (PNVi) et revient donc à l'ICCN d'exercer ses prérogatives de la protéger ». Les revendications de ces 5 prétendants autochtones de Nzulo, se fondaient sur une indemnisation de 1110 hectares des terres faisant partie intégrante du parc national des Virunga. Les 1110 hectares réclamés sont localisés sur la route Goma-Sake en territoire de Masisi.

Martin Fayulu s'est auto exclu de Lamuka, soutient le Nouvel Elan. Pour le parti politique Nouvel Elan, Martin Fayulu a violé les textes, régissant de Lamuka, en cooptant Mathieu Kalele à la tête de cette plateforme politique sans l'aval de Nouvel Elan. « Le présidium est composé à ce jour de deux partis politiques, Ecide et Nouvel Elan. En agissant seul, il a agi en violation des dispositions de notre convention »

Kinshasa : 1480 personnes sans-abris après la démolition de leurs maisons à Bibwa, commune de la Nsele, a affirmé, le 12 avril, la Nouvelle société civile congolaise (NSCC). Parmi les bâtiments détruits, il y a 260 habitations et un centre de santé. Trois personnes ont trouvé la mort et 36 hangars ont été démolis lors de cette opération policière menée le 31 mars dernier. La NSCC a qualifié cette démolition de méchante et d'arbitraire car elle n'a pas motif, ni de préavis et elle s'est aussi accompagnée des actes de violences et viol présumés. Les policiers qui l'ont exécutée n'ont présenté aucun document aux concernés. C'est un terrain qui appartient aux enseignants acquis auprès d'un chef coutumier », a expliqué un de ces enseignants.

Une dizaine d'agents de la société PHC primés à la Mongala et à l'Equateur. La société Plantations et Huileries du Congo (PHC) a remis, il y a quelques jours, des motos et panneaux solaires à ses 17 agents qui se sont distingués à Yaligimba (Mongala) et Boteka (Equateur). Ces engins roulants leur ont été remis afin de leur faciliter la mobilité sur le lieu de travail situé dans des zones rurales souvent difficiles d'accès. Alors que les kits d'électrification permettront aux agents primés d'avoir accès à une source d'énergie verte fiable et durable, ce qui aura un impact positif sur leur vie quotidienne.

Haut-Katanga : plus de 560 cas de choléra et 23 décès enregistrés dans plusieurs zones de santé, en 6 mois. Le ministre provincial de la santé au Haut-Katanga, a précisé que la prise en charge et la sensibilisation de la population sur les mesures d'hygiène se font déjà sur le terrain pour stopper cette épidémie. Il a assuré que le gouvernement provincial intervient avec l'OMS dans au moins 7 zones de santé où sévit l'épidémie de choléra.

Tanganyika : 18 personnes condamnées à des peines allant de 6 mois à 20 ans pour viols. Cette juridiction a acquitté 8 autres personnes parmi lesquelles 3 étaient poursuivis pour viol et le 5 autres pour assassinat, vol, coups et blessures volontaires et extorsions. Ces verdicts sont tombés après deux semaines de procès. Faute de temps, le tribunal de Grande Instance de Kalemie a projeté de poursuivre avec d'autres dossiers ce jeudi.

Ituri : hausse des prix de denrées à Mongwalu à la suite de la suspension du trafic vers Iga Barrière. Les stocks de marchandises dans des magasins et boutiques sont presque épuisés. Ce qui a pour conséquence la spéculation sur les prix de produits de première nécessité. Ces prix ont doublé voire triplé. Le bourgmestre estime que si rien n'est fait dans l'urgence, la situation sera pire dans plusieurs localités minières du territoire de Djugu. Depuis la prise d'otage suivie du meurtre de 17 passagers d'un véhicule, il y a un mois ; puis le meurtre de deux chauffeurs de taxi, la semaine dernière à Bambu, aucun véhicule n'entre, ni ne sort de Mongwalu.

Insécurité croissante dans la ville de Kindu. Dans la nuit du 11 au 12 avril, des hommes armés ont visité près de cinq maisons et ont violés trois femmes à Kindu. Des cas d'incursions des bandits armés dans plusieurs maisons, des vols des biens de valeur des paisibles citoyens et des viols des femmes sont fréquents dans cette ville du Maniema. La population locale crie au secours et se pose la question de savoir à quoi sert le couvre-feu que le conseil de sécurité avait instauré de 21 h à 5 h sur l'ensemble de la ville. La police déplore aussi cette situation.

Goma : activités normales malgré l'appel à la ville morte. Au niveau du quartier Virunga, un dispositif de la police a été observé. Les policiers étaient aux prises avec quelques manifestants qui voulaient barricader la chaussée principale près du marché central. Les mouvements citoyens, avaient appelé à une journée ville morte ce jeudi à Goma pour réclamer la libération des présumés réservistes communément appelés « Wazalendu ». Ces derniers avaient été arrêtés par l'armée mercredi dans le secteur de Kibumba dans le territoire de Nyiragongo.

Echange des tirs à Kibumba: les Fardc rejettent les accusations du M23. Dans un tweet, mercredi, le porte-parole militaire de la rébellion du M23 a attribué aux Fardc l'attaque qui a ciblé leurs combattants dans leur camp de retranchement dans le groupement de Kibumba. Ce qui constitue pour lui une violation du cessez-le feu en cours. Le porte-parole des Fardc dans le Nord-Kivu, a rejeté ces accusations, soulignant que « les Fardc demeurent dans la posture de l'observance stricte du cessez-le-feu ; au regard du processus en cours ». Il a affirmé cependant que « ces prétendus accrochages auraient opposé la jeunesse de ce milieu, appelés « Wazalendu », aux M23/RDF ». Et ces accrochages, « n'engagent en rien les Fardc ». Il indique que l'armée a mis la main sur ces jeunes armés.

Félix Tshisekedi réitère son refus de dialoguer avec le M23. « Il n'est pas question de dialogue politique avec ce groupe. Je le dis et je tiens à le préciser il n'en sera jamais question. Tout simplement parce que c'est au moyen de ce genre de dialogue qu'ils profitent de la situation pour nous infiltrer. Infiltrer des éléments qui, plus tard vont créer des revendications fallacieuses et justifier leur agression de la RDC ». A une question sur le mandat et la mission de la Force régionale de l'EAC sur le territoire congolais, Félix Tshisekedi a précisé que tout est mis en branle pour accélérer le processus de désarmement, démobilisation et réinsertion pour ceux des combattants du M23 qui prouveront de leur nationalité congolaise. Ainsi fait, la mission de la force de l'EAC sur le territoire congolais n'aura plus sa raison d'être.

IXes Jeux de la Francophonie : la nouvelle Administratrice de l'OIF en mission à Kinshasa. Caroline St-Hilaire, a entamé le 13 avril à Kinshasa la visite de différents chantiers des infrastructures sur les sites devant abriter les IXes Jeux de la Francophonie. « Ça fait une semaine que je suis en poste comme Administratrice de l'OIF et ma première mission je la fais ici pour voir comment se préparent les Jeux de la Francophonie. Je viens rencontrer les autorités et visiter les sites. Nous sommes pratiquement à trois mois des Jeux. Et on veut s'assurer que, même s'il y a eu changement au niveau de l'administration de l'OIF, que l'accompagnement continue jusqu'à la tenue effective des Jeux ».

Vendredi 14 avril.

Présidentielle 2023: l'opposition s'organise à Lubumbashi face à l'Union sacrée de Tshisekedi. Une rencontre de quelques leaders de l'opposition est programmée pour ce 14 avril à Lubumbashi autour de Moïse Katumbi, leader du parti Ensemble pour la République. Delly Sesanga de Envol, Martin Fayulu de l'Ecidé et Matata Ponyo de LDG, devront signer, à l'issue de leur rencontre, une déclaration politique en prévision des prochaines élections. "On s'achemine peut-être vers une plateforme électorale de l'opposition", estiment les mêmes sources, devant faire face au président sortant à la prochaine présidentielle prévue en décembre 2023. L'opposition s'achemine-t-elle vers une candidature commune ? Qui va laisser sa place à qui ? Les questions relatives à la proposition de la loi Tshiani et à la guerre d'agression qui sévit dans l'Est de la RDC vont aussi occuper une place de choix dans les discussions de ces leaders de l'opposition, selon les mêmes sources. **Cinq leaders de l'opposition peaufinent leurs stratégies pour la présidentielle 2023.** Cette rencontre a pour objectif de formaliser leur combat pour l'alternance à la faveur des prochaines élections. Cependant, avant le coup d'envoi de la cérémonie de ce jour, de nombreuses personnes se posent la question de savoir sous quel label vont évoluer ces leaders. Quels seront leurs objectifs ? Comment vont-ils évoluer ? Les réponses à toutes ces questions pourront être trouvées à l'issue de ce que les organisateurs appellent « les assises de l'opposition politique ».

Haut-Lomami: les commerçants de Kitenge lancent un cri de détresse à la SNCC. Ils appellent les responsables de la Société nationale des chemins de fer du Congo à les aider à évacuer vers les lieux de consommation leur maïs, arachides et l'huile de palme qui sont dans les entrepôts de la SNCC de Kitenge depuis plusieurs mois. Ils redoutent la détérioration de leurs produits, a déclaré l'un des commerçants. L'évacuation par voie routière est un calvaire pendant cette période pluvieuse indiquent ces commerçants. Le seul moyen d'évacuer leurs marchandises reste la voie ferrée, soutiennent les commerçants de Kitenge.

Le président de la Confédération helvétique souhaite que la région de l'Est soit pacifiée. Le Président suisse s'est exprimé au cours d'une séance académique avec les députés nationaux et sénateurs à Kinshasa. « Nous sommes conscients que le mandat de la Monusco doit être adapté aux réalités du terrain pour mieux pouvoir soutenir le gouvernement à restaurer la sécurité dans les zones affectées par les conflits ». Après avoir évoqué la guerre qui sévit dans la partie Est de la RDC et ses conséquences dramatiques, le président du Sénat, a demandé que le rapport impliquant le Rwanda dans l'agression de la RDC à travers le M23 soit examiné. Alain Berset a affirmé qu'il ira à Goma et Bukavu pour se rendre compte de la situation sécuritaire dans cette partie du pays.⁷

Nord-Kivu : des notables appellent la Ceni à organiser l'identification et l'enrôlement des électeurs dans les zones touchées par la guerre. Pour les notables de Rutshuru, Nyiragongo et Masisi « on ne peut pas avancer

avec le processus d'enrôlement sans qu'on ne puisse pas prendre en compte, les trois territoires et une partie du territoire de Nyirangongo. Ça rendrait illégitime ceux qui seront élus à l'issus des élections, sans ces territoires. Ces derniers ont aussi besoin d'avoir leurs représentants ». Ils se sont réunis notamment pour réfléchir sur la situation sécuritaire, humanitaire et économique de ces territoires qui vivent en insécurité à la suite de la guerre du M23.

Beni : l'ONG CAFED interpelle les femmes sur leur implication dans le processus de paix et résolution pacifique des conflits. Le Collectif des associations féminines pour le développement a appelé, les femmes du territoire de Beni « devenez des actrices de la restauration de la paix et arrêtez de vous apitoyer sur votre sort de victimes de l'insécurité dans la région ». C'est appel a été fait au cours d'un atelier de renforcement des capacités des femmes leaders de Beni, sous le thème : « le rôle de la femme dans le processus de paix et la résolution pacifique de conflit ». « Les hommes font la guerre et la femme cherche la paix. Bien qu'elles soient victimes de première ligne, elles doivent être aussi en première ligne en tant qu'actrices de changement et de paix ».

Kinshasa : ouverte officielle de la chambre de commerce, d'industrie et des services. Cette association réunit plusieurs membres dont des chefs d'entreprises et des entrepreneurs indépendants en vue de travailler ensemble pour booster le développement économique de la RDC. Son président, a précisé que la CCIS va notamment aider les petits commerçants à grandir dans leurs activités. « On ne réussira pas si on n'a pas le soutien de l'Etat et le soutien par exemple des banques, des organismes financiers qui sont sur place ». Il a précisé également que cette chambre de commerce sera ouverte aux entrepreneurs et commerçants de tous les horizons du monde.

Kongo-Central : vol de plus de 35 millions de Francs congolais de la paie des fonctionnaires de Madimba. Cet argent était destiné à la paie des agents du système de santé. Les bandits se sont introduits par effraction dans la résidence du caissier de la zone de santé de Kimvula où était gardé l'argent que ce dernier avait été retiré auparavant à la banque Acces Bank à Mbanza-Ngungu. Ils ont tout emporté.

Kinshasa : l'ambassadeur Murat Uiku annonce la mise en œuvre d'une série d'accords de coopération militaire entre la RDC et la Turquie. L'ambassadeur turc, a annoncé, le 13 avril, que son pays attend accroître sa coopération militaire avec la RDC « afin de l'aider à combattre le séparatisme ». Le diplomate a déclaré « que son pays veut également partager ses connaissances » et a notamment indiqué « qu'il y aura par exemple une usine des munitions qui sera établi par le côté turc à Likasi ». Il a cité aussi le projet de formation des étudiants congolais dans les académies de guerre de Turquie.

Ituri : 11 morts dans une série d'attaques de la Codeco dans la chefferie de Banyari Kilo. Des miliciens de la Codeco sont venus en grand nombre de leurs bastions de Petsi, Bambu, Nyangarayi, Mbau et Digene, ils ont attaqué simultanément, ces villages de la chefferie de Banyari Kilo. A Matete, à 6 km de Mongwalu, ils ont tué sept personnes à leur passage. D'autres villages qui ont été la cible d'attaques de ces assaillants sont notamment Kilo État, Gbado, Itendey, Abombi et Wazabo à environ 55 km au Nord de Bunia. Plusieurs maisons ont été également incendiées et des biens pillés par ces assaillants. Un déplacement massif de la population s'observe aussi dans la zone malgré l'intervention des FARDC.

L'UE réaffirme son soutien aux efforts des organisations régionales pour mettre fin à la crise engendrée par le M23. L'ambassadeur de l'Union Européenne(UE) en RDC, a déclaré « L'Union Européenne soutient totalement et complètement le processus de Nairobi, de Luanda dans leurs complémentarités ». Pour lui, il faut absolument aller vers un retrait total et complet des positions que le M23 occupe. « A ce stade je ne veux pas être trop optimiste, je suis modérément optimiste, en disant il y a des petits mouvements qui se produisent ».

Nord-Kivu : l'UNFPA promet son appui à l'accès aux services de santé maternelle dans toute la province. Pour ce fonctionnaire onusien « j'ai rencontré Monsieur le gouverneur du Nord Kivu pour discuter la collaboration et l'appui que UNFPA peut donner au gouvernement pour assurer qu'aucune femme ne meurt en donnant la vie, que chaque grossesse est désirée et que les femmes sont protégées contre les violences basées sur le genre. Nous avons commencé par les sites des déplacés ; c'était pour voir l'appui de UNFPA aux femmes et aux filles qui sont dans les camps ». Cependant, Il a regretté l'absence d'infrastructures appropriées, des prestataires et même des médicaments dans certains coins de la province qui aggrave la situation des femmes.

Maniema : la COMICO apporte une assistance aux détenus de la prison centrale de Kindu. La communauté islamique du Congo a donné, une quantité importante de sacs de riz, de braise, du sucre, du sel, de haricot, de la farine de maïs, d'huile de palme ainsi qu'une somme d'argent pour 450 détenus de la prison

centrale de Kindu (Maniema), dans le cadre du mois du Ramadan, période de jeûne observée par les musulmans du monde entier. Ce don remis par le chef d'entité islamique de la COMICO au Maniema, Sheikh Saleh Idi Manusura est destiné aux prisonniers musulmans et non musulmans. Selon lui, ce geste est une manière de compatir avec les détenus.

Début des travaux de construction du Centre de médecine légale à l'Université Officielle de Bukavu. Sa construction et l'équipement de son laboratoire ont été rendus possibles grâce à un financement de la mission onusienne à travers le Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme (BCNUDH). Ce centre s'étale sur 12 m sur 30 et son aménagement prévoit un laboratoire d'analyse, trois bureaux, une salle de réserve pour stocker le matériel. Le but de ce centre : « rechercher les causes de violences, de décès, de meurtre, de suicide, d'accidents pour donner des preuves suffisantes à la justice, pour que cette justice prenne des décisions qui sont correctes. Il y a aussi des problèmes familiaux, par exemple déterminer la paternité en faisant des tests ADN ».

Procès Mwangachuchu : suspension des audiences. A travers cette décision, la Haute Cour entend permettre à la Cour constitutionnelle de se prononcer sur les exceptions d'inconstitutionnalité soulevées à la dernière audience par la défense du prévenu. Les avocats de Mwangachuchu ont contesté la compétence de cette juridiction de juger un député national dont le juge naturel demeure, d'après elle, la Cour de cassation. Il est poursuivi avec son complice présumé Mushamaliwa, commissaire principal de la police de Goma, pour participation à un mouvement insurrectionnel, détention illégale d'armes et munitions de guerre et incitation des militaires.

Arrivée ce vendredi du président suisse à Goma, deuxième étape de sa visite de travail en RDC, après Kinshasa.

Après l'accueil, il s'est rendu au camp de déplacés de Bushagara, situé à 12km au Nord de la ville.

Beni : 17 présumés ADF interpellés à Kyavinyonge. Ces suspects sont venus de Nyakakoma par pirogue et disent être originaires du Sud-Kivu, de la communauté des Banyabusha. Ces personnes ont été orientées au niveau de la police locale par des membres de la société civile, après que les habitants ont tenté de les lyncher, en les assimilant aux ADF, rapporte le président de la société civile de Kyavinyonge.

Beni : un policier retrouvé mort ce vendredi à Mangina. Un policier commis à la garde d'un centre d'enrôlement des électeurs a été retrouvé mort, ce 14 avril matin. La victime a les traces d'une balle qui est entrée dans la bouche pour ressortir au niveau par la nuque. L'arme de l'infortuné a été retrouvée sur son corps.

Douze orphelinats de Beni et Lubero bénéficient de l'aide alimentaire et des savons. Le coordonnateur national de l'ONG FDAPID basée à Goma, a expliqué le sens de cette action caritative « nous sommes dans une région qui subit les affres de la guerre. En écoutant les témoignages des enfants ainsi que de leurs encadreurs, nous devons intervenir le plus vite possible pour sauver la vie de ces enfants qui traversent un calvaire. Ils ont besoin d'aide ».Après Butembo, l'ONG FDAPID devait assister un orphelinat à Musienene et un autre à Bunyuka.

Butembo : prise des fonctions du nouveau directeur de la prison centrale. Le nouveau directeur de la prison centrale de Kakwangura, à Butembo, Augustin Nzinga a pris ses fonctions, le 13 avril. La prison de Kakwangura de Butembo héberge plus de 800 détenus, presque le double de sa capacité d'accueil. La prison de Kakwangura fait face notamment à la promiscuité.

Beni : la police nationale sensibilise sur l'assainissement de la ville. A travers l'opération « Rendre ma ville propre », lancée depuis une semaine, la police nationale appelle chaque ménage à avoir de bonnes installations hygiéniques, notamment des toilettes, des urinoirs mais aussi des poubelles. La police vise même ceux qui exercent leurs activités sur des marchés pirates. « C'est après les 90 jours que nous saurons que tel et tel est récalcitrant et doit être traqué conformément à la loi ».

Samedi 15 avril.

Quatre leaders de l'opposition exigent l'audit externe des opérations d'enrôlement des électeurs. Moïse Katumbi, Martin Fayulu, Delly Sesanga et Augustin Matata ont exigé « la conduite urgente d'un audit externe des opérations d'identification et d'enrôlement en cours en vue de la production d'un fichier électoral intègre reflétant la réalité démographique de chaque circonscription électorale, la présence des observateurs nationaux et internationaux pendant tout le processus électoral ». Ils ont également appelé à la désignation consensuelle des animateurs des organes de la Ceni, à la révision de la loi électorale, à la recomposition de la Cour

constitutionnelle. Ils ont, en outre, plaidé contre des arrestations arbitraires des hommes politiques, des journalistes, activistes de la société civile et ont appelé à la libération de tous les prisonniers politiques.

Matadi : des journées portes-ouvertes pour mutualiser la police et les médias. Pour l'Unesco, cette activité vise un rapprochement entre les journalistes et les policiers, en vue d'instaurer un climat de confiance entre ces 2 corps. C'est dans ce cadre que 30 d'éléments de la police ont visité, vendredi, les sièges de deux grands médias du Kongo-Central à savoir: la RTNC et Horeb Télévision. Cela, un jour après qu'une délégation des journalistes a été reçue à l'état-major du commandement de la police du Kongo-Central. Cette activité a été recommandée par les membres de ces deux corps à l'issue d'un programme des formations sur le respect de la liberté de la presse face aux impératifs du maintien de l'ordre public, que l'Unesco avait organisé à Matadi en mai 2022.

Bunia : début de l'opération d'enrôlement des électeurs détenus à la prison centrale. Plus de neuf cents prisonniers dont des prévenus et des condamnés ont été identifiés pour cette opération qui va durer deux jours. Les prisonniers condamnés à des lourdes peines et les militaires ne sont pas concernés. Les détenus des prisons de Mahagi, Aru et Mambasa se sont déjà faits enrôlés.

Sud-Kivu : accrochages entre policiers et miliciens Maï-Maï à Fizi. Ces accrochages n'ont fait aucun dégât matériel ni humain. Cependant, les assaillants ont réussi à libérer un de leur, détenu au cachot de la PNC. Ce dernier y était pour vol qualifié commis dans cette cité minière.

Kikwit : plus de 4 000 familles déplacées, victimes du conflit Kamwena Nsapu, bénéficient d'une aide de l'Etat. L'assistance, d'une valeur de 50.000 USD, leur apporté par le gouvernement central à travers le ministère des Affaires sociales et Solidarité nationale a été distribuée par la fondation André Kadima, en partenariat avec la Caritas, diocèse de Kikwit. Il s'agit notamment des sacs de riz, des sacs de maïs, des boîtes de conserve, des bidons d'huile ainsi que des biens non alimentaires comme des vêtements, des outils aratoires, des semences, des machines à coudre, de fournitures scolaires, des kits solaires, des abris, des poulaillers installés et des médicaments.

Fonction publique : Jean-Pierre Lihau lance la mise à la retraite de plus 30 000 agents de carrière. Le chronogramme de traitement des dossiers des agents éligibles à la retraite commence le 20 avril et doit se clôturer le 13 mai prochain. Plus de trente mille agents sont concernés par cette troisième vague de mise à la retraite. Pour garantir la transparence dont requiert le processus, le ministre de la Fonction publique demande aux responsables de services publics d'afficher les listes dans leurs administrations respectives, tant au niveau de services centraux que déconcentrés pour recueillir les observations liées à la position administrative des agents.

Kindu : 25 nouveaux médecins prêtent serment. Vingt-cinq diplômés en médecine de l'Université de Kindu de l'année 2022 ont prêté serment le 14 avril. Ces nouveaux médecins se sont engagés à travers le serment d'Hypocrate, à servir toute la communauté sans distinction aucune. Par ailleurs, tous ces médecins ont en même temps été inscrits au tableau de l'Ordre et chacun a reçu son numéro d'ordre.

IXes jeux de la Francophonie : le conseil d'orientation évalue les préparatifs. Tous les départements et commissions spécialisés du comité national des IXes Jeux de la Francophonie se sont succédé devant le conseil pour présenter l'état des lieux des préparatifs. Ils ont concrètement dit ce qui est fait et ce qui reste à faire. Satisfaits des avancées enregistrées, les membres du conseil d'orientation se sont réunis à huis clos pour une évaluation et formuler des recommandations, pour la suite.

Mai-Ndombe : décès par noyade du rapporteur de l'assemblée provinciale, sur la rivière Mfimi, la nuit de jeudi à vendredi 14 avril 2023, au village Kempili dans le territoire de Kutu (Mai-Ndombe). Il n'y a pour l'instant aucune précision sur les circonstances de cette noyade et des enquêtes sont ouvertes.

Kalemie : mauvaises conditions de détention des mineurs à la prison centrale. L'ONG Enfant sans frontières dénonce les mauvaises conditions de ces enfants à la cellule annexe pour mineurs de la prison centrale de Kalemie.

Ils se nourrissent 3 fois par semaine, faute de nourriture qui devrait provenir du gouvernement provincial du Tanganyika. La cellule compte actuellement plus de 50 pensionnaires qui partagent une seule toilette en son sein. Certains d'entre eux ont la gale, causée par les mauvaises conditions hygiéniques.

Djugu : le bilan de la dernière attaque de la Codeco est revu à la hausse, il passe à 62 morts. La série d'attaques menée par le groupe armé Codeco, vendredi 14 avril à Djugu (Ituri), a fait 62 morts dont 14 miliciens de la Codeco, 23 blessés et 150 maisons ont été incendiées et 200 boutiques incendiées et pillées. 33 corps ont

été découverts vendredi soir à Kilo-Etat, chef-lieu de la chefferie de Banyari Kilo et 8 à Matete, à 6 km de Mongwalu. Toute la population dans la zone est en fuite. Certains habitants ont passé la nuit dans la forêt.

Le président de la confédération suisse séjourne à Bukavu, troisième étape de sa visite en RDC. Bukavu est le siège pays de la coopération suisse en RDC qui alloue chaque année une enveloppe de presque 30 millions de USD pour financer des infrastructures de santé et d'autres projets dont une bonne partie est au Sud-Kivu.

Persistance de l'insécurité à Goma : le Conseil de la jeunesse lance un cri d'alarme aux autorités. Selon plusieurs témoignages, certains auteurs de ces actes sont habillés en tenue militaire et policière. Le président du conseil de la jeunesse dans la commune de Karisimbi affirme qu'avec la persistance des assassinats, les gens vivent avec la peur au ventre dans la ville. Selon la société civile de Goma, au moins 14 personnes ont été tuées par balle dans cette ville depuis le début de cette année

Peter Kazadi suspend les activités de l'assemblée provinciale du Sud Kivu. Le vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, affirme avoir levé cette option pour prévenir les troubles à l'ordre public. Ce message intervient après l'élection des deux bureaux dont l'un a tenu une réunion à l'hémicycle provincial et l'autre à l'Hôtel Ruzizi de Bukavu. Il les a ainsi convoqués à Kinshasa pour une consultation.

Développement de 145 territoires : la province du Sud-Ubangi dotée des engins roulants. Le gouverneur du Sud-Ubangi, a réceptionné, le 14 avril, 4 motos et 1 Jeep pour le suivi d'exécution des travaux du Programme de développement de 145 territoires dans ce coin. Ces motos sont destinées aux administrateurs des territoires de Budjala, Bobito, Kungu et Libenge et la jeep Land cruiser revient au gouverneur de province. A cette occasion, le gouverneur a appelé les parties prenantes à ce programme à s'impliquer pour sa réussite et le pour le développement des populations locales.

Décès de Gaby Bembi : la CNDH appelle à des poursuites contre des policiers auteurs de cet acte. La Commission nationale des droits de l'Homme (CNDH) a appelé, le 15 avril, à des poursuites judiciaires contre des policiers auteurs du décès du Congolais Gaby Bembi. La CNDH dit avoir appris, avec indignation, le décès de Gaby Biembi dans des circonstances troubles lors d'une descente de la police nationale, dans la nuit du 8 au 9 avril, sur les lieux d'une soirée privée « partouze » organisée à Ngaliema (Kinshasa). Pour cette organisation, ce décès et les arrestations opérées, cette nuit-là, par la PNC sont émaillées de violations des droits de l'homme : «La CNDH note des traitements cruels, inhumains et dégradants, la violation de droit à la vie et à l'intégrité physique, l'enregistrement et la publication de vidéos choquantes, exposant la nudité des dames trouvées sur les lieux, cela sans leur consentement ». La police congolaise et la Monusco ont ouvert une enquête sur le décès de Gaby Bembi.

